REPUBLIQUE DU CONGO

Unité -Travail-Progrès



MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

CELLULE DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE

Préparation du Budget 2019

Cadre Budgétaire à Moyen Terme (2019-2021)

Octobre 2018

SOMMAIRE

SOMMAIRE **2**

LISTE DES TABLEAUX **3**

LISTE DES GRAPHIQUES **3**

INTRODUCTION **4**

CHAPITRE 1 : CONTEXTE POLITIQUE, ECONOMIQUE ET SOCIAL **5**

1.1 CONTEXTE POLITIQUE 5
1.2 CONTEXTE ECONOMIQUE ET SOCIAL 5

CHAPITRE 2 : EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET DE L'ECONOMIE CONGOLAISE DE 2017 A JUIN 2018 ..... **7**

2.1 ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL 7
2.2 SITUATION DE L'ECONOMIE CONGOLAISE 8

CHAPITRE 3 : EXECUTION BUDGETAIRE EN 2017 ET A FIN JUIN 2018 ..... **11**

3.1 EXECUTION BUDGETAIRE 2017 11
3.2 EXECUTION BUDGETAIRE AU 30 JUIN 2018 12
3.3 PERSPECTIVES A FIN DECEMBRE 2018 15

CHAPITRE 4 : PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES DE 2019 A 2021 ..... **20**

4.1 PRINCIPALES HYPOTHESES AU NIVEAU INTERNATIONAL 20
4.2 PRINCIPALES HYPOTHESES AU NIVEAU NATIONAL 24

CHAPITRE 5: LA POLITIQUE BUDGETAIRE A MOYEN TERME **27**

5.1 ORIENTATION BUDGETAIRE POUR LA PERIODE 2019-2021 27
5.2 PRINCIPAUX OBJECTIFS VISES 27
5.3 PROJECTIONS DES RECETTES ET DES DEPENSES BUDGETAIRES POUR LA PERIODE 2019-2021 28

CHAPITRE 6 : FACTEURS DE RISQUE **39**

6.1 A COURT TERME 39
6.1.1 AU NIVEAU INTERNATIONAL 39
6.1.2 AU NIVEAU INTERNE 39
6.2 A MOYEN TERME 40

ANNEXES **41**

TABLE DES MATIERES **46**

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Estimation des recettes du Budget de l'Etat à fin décembre 2018 16
Tableau 2: Estimation des dépenses du Budget de l'Etat à fin décembre 2018 16
Tableau 3: Hypothèses sur la croissance et l'inflation (Variation annuelle en %) 23
Tableau 4: Situation de l'économie nationale 24
Tableau 5: Evolution des critères de convergence 36

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 Exécution des dépenses du Budget de l'Etat 13
Graphique 2 Exécution détaillée des dépenses de fonctionnement 14
Graphique 3 Evolution des soldes budgétaires global et de base de 2017 et 2018 18
Graphique 4 : **Encours de la dette à fin décembre 2018** 18
Graphique 5 Evolution des ressources et charges de trésorerie : gap de financement 19
Graphique 6 : Projections des recettes et dépenses budgétaires pour la période 2019-2021 29
Graphique 7 : Projections des recettes et charges de trésorerie pour la période 2019-2021 29
Graphique 8 Evolution des recettes budgétaires de 2019-2021 29
Graphique 9 Evolution des recettes de l'Etat de 2019-2021 30
Graphique 10 Evolution des dépenses par type de budget de 2019 à 2021 31
Graphique 11 Evolution en grande masse des dépenses du Budget général 32
Graphique 12 : Evolution des charges des budgets annexes et des comptes spéciaux du Trésor sur la période 33
Graphique 13 : Evolution des soldes budgétaires en % du PIB de 2019 à 2021 34
Graphique 14 : Evolution de la dette publique de 2019 à 2021 35
Graphique 15 : Evolution du gap de financement de 2019 à 2021 36

INTRODUCTION

1. Le présent cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) s'inscrit dans le processus d'ajustement budgétaire à court et moyen termes amorcé en 2018 suite aux engagements pris par le Gouvernement.

2. Avec une dégradation des finances publiques, ce processus d'ajustement budgétaire a pour objectif la viabilité budgétaire et de la dette. A cet effet, le Gouvernement a lancé un vaste chantier de consultations à travers des ateliers des régies financières aux fins d'élaborer un plan d'action ainsi qu'un document de stratégie de la réforme des finances publiques pour la période 2018-2022. L'objectif est de permettre l'adhésion de l'ensemble du Gouvernement et des acteurs des régies financières au processus d'ajustement. Ce document devrait évoluer suite aux discussions avec le FMI et d'autres partenaires techniques et financiers.

3. Dans cette optique, le CBMT, conçu pour garantir cette viabilité, a permis de soutenir le débat d'orientation budgétaire en vue de l'élaboration du projet de loi de finances initiale pour l'année 2019. Il est structuré en six chapitres. Le contexte politique, économique et social fait l'objet du premier chapitre ; le deuxième chapitre fait état de l'évolution de l'environnement international et de l'économie congolaise de 2017 à fin mars 2018 ; l'exécution budgétaire en 2017 et à fin mars 2018 ainsi que les perspectives à fin décembre 2018 font l'objet du chapitre 3 ; le chapitre 4 fait état des perspectives macroéconomiques de 2019 à 2021 ; les projections des ressources et des dépenses budgétaires pour la période 2019-2021 constituent l'ossature du chapitre 5 et enfin les facteurs de risque sont évoqués au sixième chapitre.

4. Il convient de relever que, selon l'approche triennale du CBMT, les orientations budgétaires proposées dans le présent document couvrent la période 2019-2021. Cependant, la première tranche annuelle de ce triennat portera sur la loi de finances pour l'année 2019. Dans la logique de la planification quinquennale, les orientations relatives aux années à venir restent importantes, et informent sur les engagements et les priorités du Gouvernement pour l'atteinte des objectifs du plan national de développement (PND) à l'horizon 2022.

CHAPITRE 1 : CONTEXTE POLITIQUE, ECONOMIQUE ET SOCIAL

1.1 Contexte politique

5. En 2018, sur le plan politique, des signaux positifs sont observés dans l'application de l'accord de cessez-le-feu signé, en décembre 2017, entre le Gouvernement et les représentants des milices armées dans le département du Pool.

6. A l'issue de cet accord, le Gouvernement s'est attelé à la normalisation de la vie sociale dans ce département. Une commission ad hoc mixte paritaire de cessez-le-feu a lancé, le 20 mars 2018 à Kinkala, les activités allant dans ce sens. A terme, les activités de la commission ad hoc mixte paritaire doivent conduire à la pacification intégrale du département du Pool.

7. En mars 2018, le Gouvernement a pris l'initiative d'organiser une restitution des conclusions de la COP 23 aux représentants des deux chambres du parlement. Une équipe intersectorielle et multidisciplinaire d'experts nationaux a présenté les thématiques du changement climatique qui contribueront à l'élaboration de la position nationale congolaise aux assises de la COP 24.

8. Le Congo, représenté par son Chef de l'Etat, a apporté sa pierre à l'édifice à l'intégration économique de l'Afrique par la signature de l'accord établissant la Zone de libre-échange continentale, le 21 mars 2018 à Kigali au Rwanda.

9. Suite au Conseil des Ministres du 27 décembre 2017 qui avait examiné la question de la consécration et de l'installation de toutes les institutions issues de la constitution du 25 octobre 2015, le Secrétaire général de l'Union Panafricaine pour la Démocratie Sociale (UPADS) a été désigné Chef de file de l'opposition avec tous les attributs conformément aux textes en vigueur.

1.2 Contexte économique et social

10. Les effets de la crise économique consécutive à l'effondrement du cours du baril de pétrole, principale source de revenu de l'Etat congolais et le niveau de l'endettement contracté/ou garanti par le Gouvernement qui a atteint environ 110% du PIB, continuent d'être des faits saillants du contexte économique. Cette situation exige du

Gouvernement des efforts considérables afin de négocier un Programme avec engagement financier auprès des institutions de Bretton Woods.

11. A cet effet, le Gouvernement s'attelle entre autres à redynamiser, dans le cadre du traitement de la dette, les liens entre le Trésor public et la Caisse congolaise d'amortissement et la maîtrise du stock de la dette confiée à deux auditeurs externes représentés par les cabinets Ernest-Young et Cacoges.

12. Sur le plan social, les prestations encore insuffisantes des pouvoirs publics, notamment en matière d'approvisionnement en eau et en électricité de la population, de santé et d'éducation ainsi que la question de l'emploi des jeunes constituent des défis majeurs que le Gouvernement s'attelle à surmonter.

CHAPITRE 2 : EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET DE L'ÉCONOMIE CONGOLAISE DE 2017 À JUIN 2018

2.1Environnement international

2.1.1 Croissance

13. En atteignant 3,8%, la croissance de l'**économie mondiale** en 2017 a été la plus rapide depuis 2011 (FMI, avril 2018). Elle a été soutenue par une reprise de l'investissement dans les pays avancés, la persistance d'une croissance vigoureuse dans les pays émergents d'Asie, une expansion notable dans les pays émergents d'Europe et des signes de reprise dans plusieurs pays exportateurs de produits de base. Avec des conditions financières qui restent favorables, en dépit de la volatilité récente sur les marchés boursiers et des hausses des rendements obligataires, cette croissance devrait monter à 3,9% en 2018 (FMI, juillet 2018).

14. En 2017, dans les **pays avancés** ,l'accélération de la croissance de 0,6 point par rapport à 2016 s'explique presque entièrement par l'investissement, qui est resté faible depuis la crise financière mondiale de 2008-2009.

15. Dans les **pays émergents et les pays en développement**, l'accélération de 0,4 point de la croissance en 2017 tient principalement à une augmentation de la consommation privée. En **Chine et en Inde**, la croissance a été portée respectivement par la résurgence des exportations nettes et la vigueur de la consommation privée. Dans les autres pays émergents en développement, c'est l'accélération de l'investissement fixe et l'affermissement de la consommation privée qui ont soutenu la croissance en 2017.

16. En somme, on s'attend qu'en 2018 l'activité économique dans les pays avancés comme dans les pays émergents et en développement s'établisse à un niveau supérieur à celui de 2017.

2.1.2 Inflation

17. Avec le rebond des prix du pétrole depuis septembre 2017 l'inflation globale s'est de nouveau accélérée. Elle s'est située en février 2018 à plus de 2% et 3,5%

respectivement dans les pays avancés et les pays émergents et en développement. L'inflation hors alimentation et énergie est resté faible. Dans les pays avancés, elle a commencé à montrer des signes de redressement à 1,5% et semble avoir atteint un plus bas niveau dans les pays émergents et en développement à moins de 3,5%.

2.2 Situation de l'économie congolaise

2.2.1 Croissance

18. En 2017, l'activité économique s'est dégradée de 0,3 point à -3,1% par rapport à l'année 2016 qui a affiché un taux de croissance de -2,8%. Cette contre-performance a été enregistrée à la suite de la contraction des activités des secteurs secondaire et tertiaire. Les perspectives macroéconomiques pour l'année 2018 s'annoncent favorables. L'économie demeurerait dans un état de relance marqué par un rebond de la croissance à 6,2%, tirée principalement par les activités du secteur primaire, notamment la sous-branche pétrole (25,6% contre 15,3% en 2017). Le secteur hors pétrole par contre, resterait dans une situation de récession avec un taux de croissance de -4,3%, contre -7,9% en 2017.

2.2.2 Inflation

19. En 2017, les pressions inflationnistes ont été maîtrisées. Suivant les données du FMI (avril 2018), le taux d'inflation (prix à la consommation) est ressorti à 0,5% en variation annuelle moyenne. Ce taux a commencé à montrer des signes de redressement et pourrait se situer autour de1,5% en 2018. En 2018, l'inflation (en glissement annuel), se situerait à 1,8%.

2.2.3 Secteur extérieur

20. Le déficit du solde des transactions courantes s'est décéléré en 2017, à -717,4 milliards de FCFA, contre -3 641,8 milliards de FCFA en 2016, sous l'effet notamment d'un accroissement des exportations de 39,0%. En effet, la balance commerciale a affiché un solde positif (1 308,1 milliards à fin 2017) alors que le solde était négatif et ressortait à -1 191,1 milliards de FCFA en 2016. Cette évolution a procédé de la hausse des exportations, conjuguée à la baisse des importations. En fait, les exportations du secteur pétrolier ont augmenté de 39,0%, alors que les importations ont baissé de près

de moitié à -47,9%. En 2018, il est attendu un solde positif à 53,8 milliards de FCFA, en raison d'un accroissement des exportations du secteur pétrolier de 26,4%.

21. La balance des services a enregistré une diminution de son déficit de 30,2%, à -1 384,0 milliards de FCFA, contre -1 982,2 milliards de FCFA en 2016. En 2018, le déficit de cette balance diminuerait légèrement à -1 233,9 milliards de FCFA. Le déficit du compte des revenus s'est légèrement aggravé et est ressorti à -565,5 milliards de FCFA, contre -388,3 milliards de FCFA à fin 2016. L'excédent de la balance des transferts courants a affiché un solde négatif qui s'est légèrement amélioré de 5,4% à -75,9 milliards de FCFA contre -80,2 milliards de FCFA en 2016. Elle enregistrerait une diminution de son déficit de 2,2% en 2018 à -77,6 milliards de FCFA.

22. L'excédent du compte financier qui s'est consolidé en 2016 à 2 714,3 milliards de FCFA, n'a pu atteindre que 619,0 milliards de FCFA en 2017. Et il est attendu un solde positif en 2018 à 78,8 milliards de FCFA.

23. Le compte de capital est ressorti positif en 2017 à 29,6 milliards de FCFA contre 40,0 milliards de FCFA en 2016. Le solde de ce compte resterait positif en 2018 mais à un niveau presque identique à 2017 (30,0 milliards de FCFA).

24. En définitive, à fin 2017, le déficit du solde global de la balance des paiements s'est replié, ressortant à -287,1 milliards de FCFA, après -1 142,2 milliards de FCFA en 2016. Ce solde s'améliorait légèrement à 162,6 milliards de FCFA en 2018.

2.2.4 Monnaie

25. Sur le plan monétaire, la situation à fin décembre 2017 s'est caractérisée par :

- ✓ une chute des avoirs extérieurs nets de 54,1% ;
- ✓ une progression de 3,6% du crédit intérieur net, liée notamment à une hausse des créances nettes sur l'Etat ;
- ✓ une baisse de la masse monétaire (-1,7%).

26. En effet, les avoirs extérieurs nets sont revenus de 461,4 milliards de FCFA à fin décembre 2016 à 212,0 milliards de FCFA une année plus tard. Cette évolution procède de la dégradation de la position extérieure aussi bien de la Banque Centrale, que de celle

des banques primaires, à la suite du maintien des cours internationaux du brut à des niveaux bas.

27. Les crédits à l'économie ont enregistré une baisse de 2,2%, en ressortant à 1 212,0 milliards de FCFA au 31 décembre 2017 contre 1 238,8 milliards de FCFA une année plus tôt. L'affaiblissement du rythme de progression des crédits à l'économie fait suite au ralentissement de l'activité économique. Les créances nettes sur l'Etat ont enregistré un accroissement (17,8%), passant de 505,3 milliards de FCFA au 31 décembre 2016 à 595,0 milliards de FCFA à fin 2017, en lien avec la dégradation de la trésorerie de l'Etat.

28. La masse monétaire s'est stabilisée à 1 939,0 milliards de FCFA à fin décembre 2017.

29. A fin mars 2018, la situation monétaire s'est caractérisée par :

- ✓ une baisse de 6,7% de la masse monétaire à 1 809,9 milliards de FCFA contre 1 939,0 milliards de FCFA à fin 2017 ;
- ✓ une augmentation de 28,8% des avoirs extérieurs nets à 273,1 milliards de FCFA ;
- ✓ une hausse de 21,2% des crédits à l'économie à 1 468,5 milliards de FCFA et ;
- ✓ un repli de 59,0% de la position nette débitrice de l'État à 237,0 milliards de FCFA.

CHAPITRE 3 : EXÉCUTION BUDGÉTAIRE EN 2017 ET A FIN JUIN 2018

3.1Exécution budgétaire 2017

30. En 2017, le niveau de réalisation des recettes budgétaires totales a été de 1 445,0 milliards de FCFA contre 1 572,0 milliards de FCFA en 2016, soit une baisse de 8,1%. Dans le même temps, les dépenses ont été exécutées à hauteur de 1 828,0 milliards de FCFA contre 2 499,0 milliards de FCFA en 2016, soit une diminution de 26,9%.

3.1.1 Réalisation des recettes budgétaires

a. Recettes internes

31. A fin décembre 2017, les recettes intérieures ont été mobilisées à hauteur de 1 329,5 milliards de FCFA contre 1 531,0 milliards de FCFA en 2016, soit une baisse de 13,2% consécutive aux contreperformances des recettes non pétrolières. Celles-ci sont dues à la mauvaise situation économique du pays.

32. Les recettes pétrolières sont ressorties à 679,0 milliards de FCFA en 2017 contre 700,0 milliards de FCFA en 2016, en diminution de 3,0%. Cette situation est la conséquence du maintien à un niveau bas du cours du baril de pétrole brut.

33. Les recettes non pétrolières, quant à elles, ont été mobilisées à hauteur de 736,0 milliards de FCFA en 2017 contre 832,0 milliards de FCFA en 2016, soit une baisse de 11,5%, en raison des difficultés de stabilisation macroéconomique durable, puisqu'elle permet une reprise progressive de la croissance du secteur non pétrolier et donc une amélioration du climat des affaires.

b. Dons

34. Projetés à 45,0 milliards de FCFA en 2017, les dons ont été mobilisés à hauteur de 30,0 milliards de FCFA contre 40,0 milliards de FCFA en 2016, soit une baisse de 25,0%.

3.1.2 Exécution des dépenses budgétaires

a. Exécution des dépenses de fonctionnement

35. Les dépenses courantes se sont établies à 1 303,0 milliards de FCFA contre 1 371,0 milliards de FCFA en 2016, soit une légère baisse de 3,0%, en relation avec la politique d'ajustement mise en œuvre par le Gouvernement. Bien que la masse salariale ait augmenté (+2,9%), on relève une baisse des autres dépenses (-6,0%), des biens et services (+11,0%) et des transferts (+4,0%).

b. Exécution des dépenses d'investissement

36. Les dépenses d'investissement ont connu une chute de 54,1%, à 410,0 milliards de FCFA. Elles ont été financées sur ressources intérieures à hauteur de 161,0 milliards de FCFA, soit 39,3%. Ces dépenses ont consisté essentiellement en la poursuite des projets jugés prioritaires.

3.2 Exécution budgétaire au 30 juin 2018

37. Il est prévu, pour la réalisation du budget de l'Etat 2018, de mettre en œuvre les mesures relatives à l'amélioration des performances des régies financières, à la maîtrise de la politique d'endettement et au renforcement du système financier.

3.2.1 Réalisation des recettes budgétaires

38. Ces recettes sont constituées des recettes fiscales, des dons, des cotisations sociales et autres recettes. Prévues à la somme de 1 602,6 milliards de francs FCFA, elles ont été mobilisées à hauteur de 908,4 milliards de francs FCFA au 30 juin 2018, soit 56,7% des prévisions.

3.2.2 Exécution des dépenses budgétaires

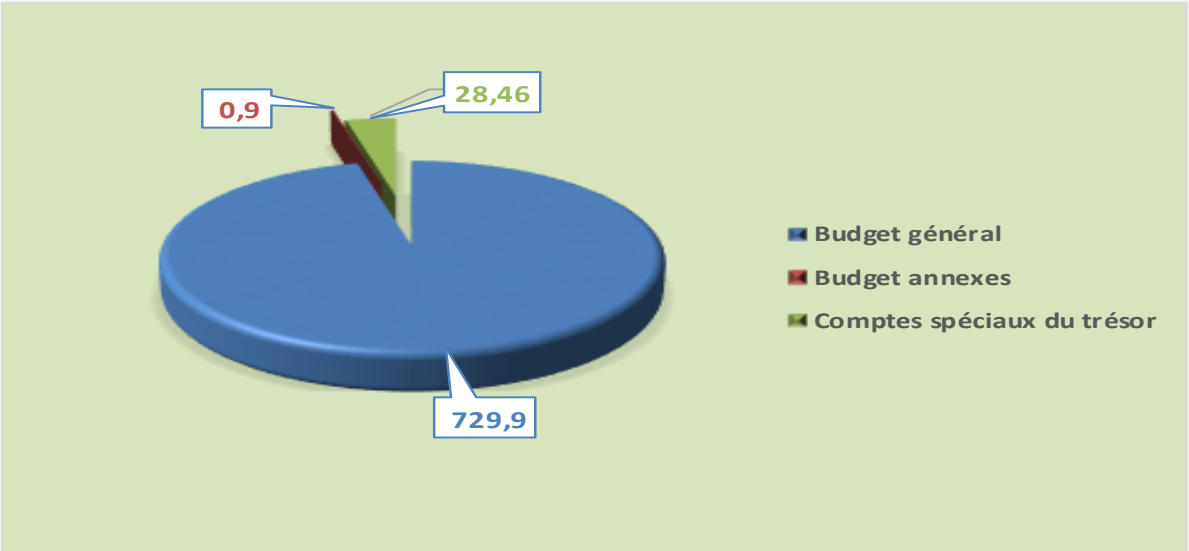
39. Les dépenses du budget de l'Etat se sont établies à 759,2 milliards de francs CFA pour une prévision annuelle de 1383,6 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 54,9%. Ce taux, comparé au premier semestre de l'année 2017, est en baisse de 2,75 points.

40. Les dépenses du budget général prévues à hauteur de 1303,6 milliards de FCFA se sont situées à 729,9 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 55,9%. Comparé au 30 juin 2017, ce taux est en baisse de 2,0 points.

41. Ce taux est tiré vers le haut par les transferts ainsi que les salaires et traitements, avec un taux d'exécution de 95,9% et 49,7%. Comparé à 2017, le niveau des transferts est largement supérieur de 174,6 milliards de FCFA, représentant un taux d'accroissement de 77,3%. Le niveau des salaires et traitements, par contre est inférieur à celui de 2017 de 13,3 milliards de FCFA. La situation des transferts s'explique essentiellement par les engagements de l'Etat à l'égard de la CORAF et d'autres contractants qui s'élèvent à 105,5 milliards de FCFA. Celle des salaires et traitements a comme explications majeures l'admission des agents de l'Etat à faire valoir leurs droits à la retraite et l'application des mesures conservatoires prises en instaurant un double contrôle des actes administratifs à incidences financières par l'Etat.

42. Les dépenses des Budgets annexes et des Comptes spéciaux du Trésor ont été exécutées respectivement à hauteur de 0,9 milliard de francs CFA et 28,5 milliards de francs CFA pour des prévisions de 11,8 milliards de francs CFA et 68,2 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 7,4% et 41,7%.

Graphique 1 Exécution des dépenses du Budget de l'Etat



Source : CPB_DGB

3.2.2.1 Exécution des dépenses du Budget général

a. Exécution des dépenses de fonctionnement

43. Constituées des salaires et traitements, autres dépenses, des biens et services et des transferts, les dépenses de fonctionnement ont été globalement exécutées à hauteur de 625,5 milliards de FCFA au 30 juin 2018.

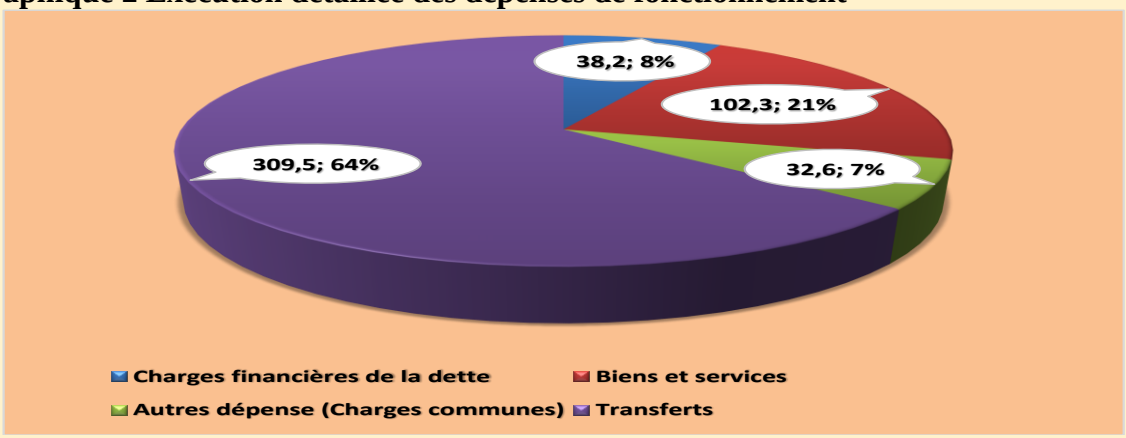
44. Les salaires et traitements sont exécutés au 30 juin 2018 à hauteur de 181,1 milliards de francs CFA pour une prévision de 364,5 milliards de francs CFA, soit 49,7%.

45. Consacrées essentiellement aux consommations publiques, les autres dépenses ont été mandatées à hauteur de 32,6 milliards de francs CFA au premier semestre, représentant 95,9% de l'autorisation annuelle. La caractéristique essentielle de cette nature se trouve être son exécution souvent accélérée au regard de l'enveloppe annuelle autorisée comme en 2017 avec 33,1 milliards de francs CFA pour une prévision de 37,7 milliards de francs CFA à la même période.

46. Les dépenses de biens et services couvrent les charges de fonctionnement de l'administration centrale. Ordonnancées à 102,3 milliards de francs CFA au premier semestre 2018, soit une exécution de 59,4%. Ce niveau d'exécution est légèrement inférieur à celui de 2017 de 16,0 milliards de francs CFA à la même période.

47. Prévus à 322,8 milliards de francs CFA, les transferts ont été exécutés à 309,5 milliards de francs CFA au 30 juin 2018 contre 169,3 milliards en 2017, soit une hausse de 82,8%.

Graphique 2 Exécution détaillée des dépenses de fonctionnement



Source : CPB_DBG

b. Exécution des dépenses d'investissement

48. Les dépenses d'investissement ont été exécutées, au 30 juin 2018, à hauteur de 48,7 milliards de francs CFA, pour une prévision de 264,0 milliards de francs CFA, correspondant à un taux de 18,5%, alors qu'à la même période, le taux d'exécution était de 13,4%, soit 130,8 milliards de francs CFA pour une prévision de 978,4 milliards de francs CFA.

3.2.2.2 Exécution des dépenses des Budgets annexes et des Comptes spéciaux du Trésor

49. Au niveau des Budgets annexes, les dépenses ont concerné le service national de reboisement (0,715 milliard de FCFA), l'agence congolaise pour la création d'entreprises (0,091 milliard de FCFA) le centre national d'inventaire et d'aménagement des ressources (0,026 milliard de FCFA) et l'agence nationale de l'artisanat (0,041 milliard de FCFA).

50. S'agissant des Comptes spéciaux du Trésor, l'exécution a concerné les cotisations de sécurité sociale (26,836 milliards de FCFA), le Fonds forestier (1,0 milliard de FCFA), le Fonds sur la protection de l'environnement (0,079 milliard de FCFA), le Fonds d'aménagement halieutique (0,034 milliard de FCFA) et l'urbanisation des systèmes d'information des régies financières (0,348 milliard de FCFA).

3.3 Perspectives à fin décembre 2018

3.3.1 Estimation des recettes budgétaires

51. Selon le trend observé à fin juin 2018, les recettes du Budget de l'Etat attendues à fin décembre peuvent se situer autour de 1 495,7 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 93,3%. Ces recettes attendues au 31 décembre 2018 seraient principalement tirées par les autres recettes pour 837,3 milliards de FCFA, soit un taux de 109,5% et les recettes fiscales pour 600,2 milliards de FCFA, soit 79,5%.

Tableau 1: Estimation des recettes du Budget de l'Etat à fin décembre 2018

NATURE DES RECETTES	PREVISIONS 2018 (milliards)	1er semestre			Réal./Prev. Bud au 1er Sem. (%)	Estimations à fin Déc. 2018 (milliards)	Réal./Prev. à fin Déc. 2018 (%)
		Prév. (milliards)	Réal. (milliards)	Sem. (%)			
I.- Recettes du budget de l'Etat	**1 602,6**	**805,9**	**908,4**	**112,72**	**56,68**	**1 495,7**	**93,33**
I.1- Recettes budgétaires	**1 522,6**	**765,9**	**879,3**	**114,81**	**57,75**	**1437,50**	**94,41**
Recettes fiscales	**754,6**	**377,7**	**300,1**	**79,45**	**39,77**	**600,20**	**79,54**
Impôts et taxes intérieurs	633,1	321,6	256,1	79,63	40,45	512,20	80,90
Droits et taxes de douanes	121,5	56,1	44,0	78,43	36,21	88,00	72,43
Dons et legs et fonds de concours	**29,2**	**8,8**	**2,1**	**23,86**	**7,19**	**4,20**	**14,38**
Dons et legs	29,2	8,8	2,1	23,86	7,19	4,20	14,38
Autres recettes	**764,7**	**392,4**	**579,2**	**147,60**	**75,74**	**837,30**	**109,49**
vente des cargaisons	659,7	335,0	388,5	115,97	58,89	558,57	84,67
Produits de commercialialisation (fiscalité pétrolièr	81,5	41,3	173,8	420,82	213,25	249,88	306,60
Bonus pétrolier	8,0	8,0	1,1	13,75	13,75	1,58	19,75
Autres	0,0	0,0	7,7	0,00	0,00	11,07	0,00
Droits et frais administratifs	12,2	6,1	2,8	45,90	22,95	5,60	45,90
Intérêts des prêts	3,3	2,0	1,2	60,00	36,36	2,40	72,73
Dividendes	0,0	0,0	4,1	0,00	0,00	8,20	0,00
Cotisations sociales	54,1	27,0	27,0	100,00	*49,91*	54,00	*99,82*
I.2-Recettes des budgets annexes et comptes spéciaux	80,0	40,0	29,1	72,8	36,4	58,2	72,8

Source : **CPB_DGB**

3.3.2 Estimation des dépenses budgétaires

52. Au regard de la tendance d'exécution au 30 juin 2018, les dépenses du budget de l'Etat et du budget général sont estimées à fin décembre respectivement à 1 507,9 et 1 429,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 108,9% et 109,6%.

Tableau 2: Estimation des dépenses du Budget de l'Etat à fin décembre 2018

NATURE DES DEPENSES	PREVISIONS 2018 (milliards)	1er semestre			Réal./Prev. Bud au 1er Sem. (%)	Estimations à fin Déc. 2018 (milliards)	Réal./Prev. à fin Déc. 2018 (%)
		Prév. (milliards)	Réal. (milliards)	Sem. (%)			
Dépenses du budget de l'Etat	**1 383,6**	**634,8**	**759,0**	**119,57**	**54,86**	**1 507,9**	**108,98**
I.- Dépenses du budget général	**1 303,6**	**594,8**	**729,9**	**122,71**	**55,99**	**1429,30**	**109,64**
I.1. Dépenses courantes	**1 039,6**	**503,4**	**681,2**	**135,32**	**65,53**	**1331,90**	**128,12**
Personnel	364,5	182,2	181,1	99,40	49,68	364,60	100,03
Autres dépenses courantes	***675,1***	***321,2***	***500,1***	***155,70***	***74,08***	***967,30***	***143,28***
Biens et services	172,3	86,2	102,3	118,68	59,37	171,70	99,65
Autres dépenses	34,0	15,3	32,6	213,07	95,88	65,20	191,76
Transferts	322,8	161,3	309,5	191,88	95,88	619,00	191,76
Transfert traditionnels	295,9	147,9	305,6	206,63	103,28	611,20	206,56
Collectivités locales	26,9	13,4	3,9	29,10	14,50	7,80	29,00
Charges financières de la dette	146,0	58,4	55,7	95,38	38,15	111,40	76,30
Intérêts dette intérieure	24,5	9,8	2,9	29,59	11,84	5,80	23,67
Intérêts dette extérieure	121,5	48,6	52,8	108,64	43,46	105,60	86,91
I.2.investissement	**264,0**	**91,4**	**48,7**	**53,28**	**18,45**	**97,40**	**36,89**
sur ressources internes	*130,6*	*52,2*	*26,6*	*50,96*	*20,37*	*53,20*	*40,74*
sur ressources externes	*133,4*	*39,2*	*22,1*	*56,38*	*16,57*	*44,20*	*33,13*
II.- Budgets annexes et comptes spéciauxdu trésor	**80,0**	**40,0**	**29,1**	**72,75**	**36,38**	**78,6**	**98,25**

Source : **CPB_DGB**

a. Estimation des dépenses de fonctionnement

53. A fin décembre 2018, ces dépenses sont estimées à 1 331,9 milliards FCFA, avec un taux d'exécution de 128,1%. Elles seraient tirées principalement par les transferts 619,0 milliards de FCFA (191,8%) et les dépenses de personnel 364,6 milliards de FCFA (100,0%).

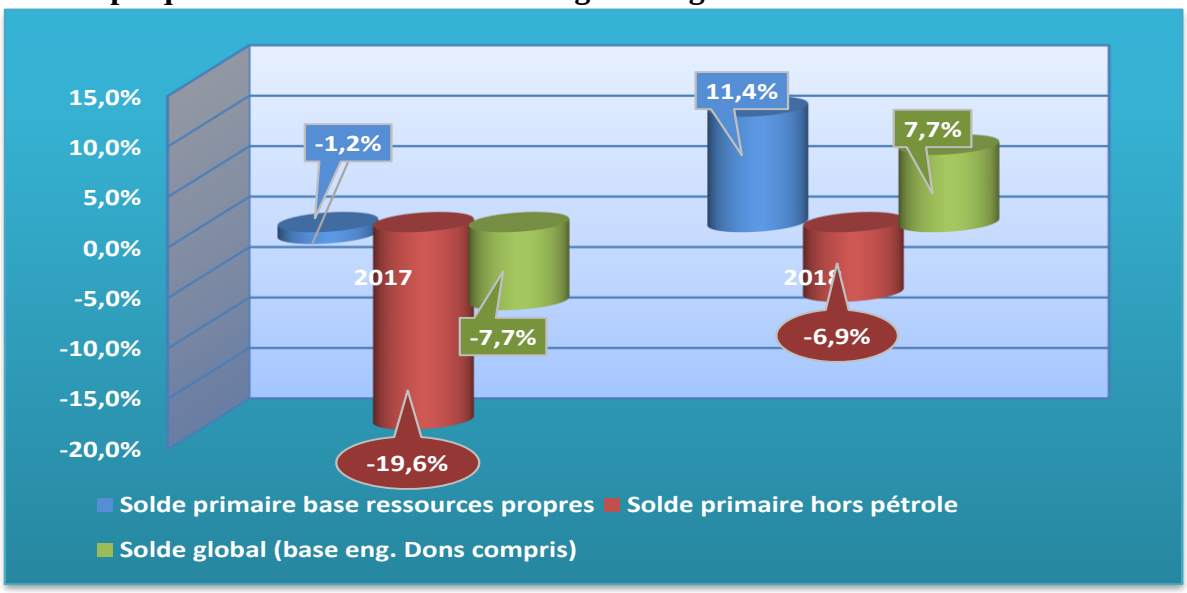
b. Estimation des dépenses d'investissement

54. A fin décembre 2018, le niveau des dépenses d'investissement attendu est de 97,4 milliards de FCFA (36,9%) contre 410,0 milliards de FCFA en 2017, soit une baisse de 76,2%. Ces dépenses sont essentiellement financées sur les ressources intérieures (53,2 milliards de FCFA). Le faible taux d'exécution peut s'expliquer par le problème de redynamisation des cellules de gestion des marchés publics de l'ensemble des ministères et la diligence dans le tirage des dons et prêts liés aux projets d'investissement.

3.3.3 Evolution des soldes

55. En 2017, l'exécution du budget de l'Etat a enregistré des déficits sur l'ensemble des soldes. En effet, le solde budgétaire base engagement, dons inclus s'est situé à -390,0 milliards de FCFA, soit -7,7 % du PIB. Le solde primaire, base ressources propres s'est établi à -59,0 milliards de francs CFA, correspondant à -1,2% du PIB. En relation avec la remontée de la production et des cours pétroliers, on assisterait en 2018 à une amélioration significative des soldes budgétaires qui enregistreraient des excédents, à l'exception du solde primaire de base, hors pétrole qui, en nette amélioration de 12,7 points du PIB, se situerait à -459,0 milliards de francs CFA. Le solde primaire, base ressources propres, augmenterait significativement pour se situer à 761,3 milliards de francs CFA, soit 11,4% du PIB. Enfin, le solde global base engagement, dons inclus connaitrait également une nette accélération. Il s'établirait à 510,3 milliards de francs CFA soit 7,7% du PIB.

Graphique 3 Evolution des soldes budgétaires global et de base de 2017 et 2018

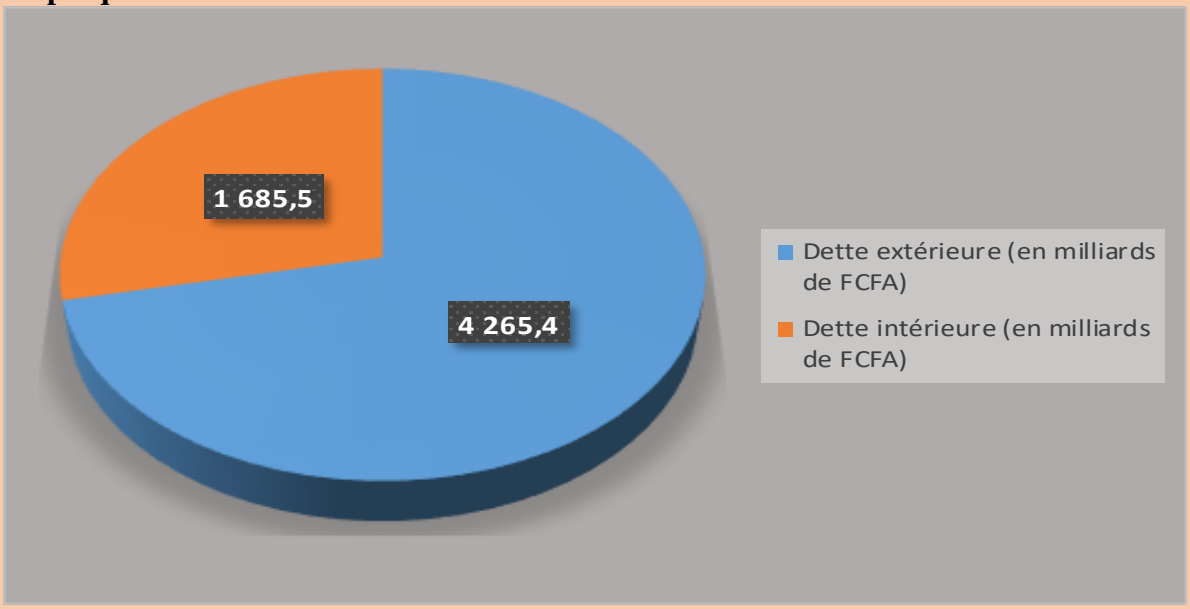


Source CPB_DGB

3.3.4 Situation de la dette à fin 2018

56. Le stock de la dette publique à fin décembre 2018 est estimé à 5 950,9 milliards de FCFA, soit 103,8% du PIB. La dette extérieure représenterait 74,4% du PIB avec un montant de 4 265,4 milliards de FCFA et la dette intérieure est de 1 685,5 milliards de FCFA, soit 29,4% du PIB. Le service de la dette s'élèverait à 874,0 milliards de FCFA.

Graphique 4 : Encours de la dette à fin décembre 2018

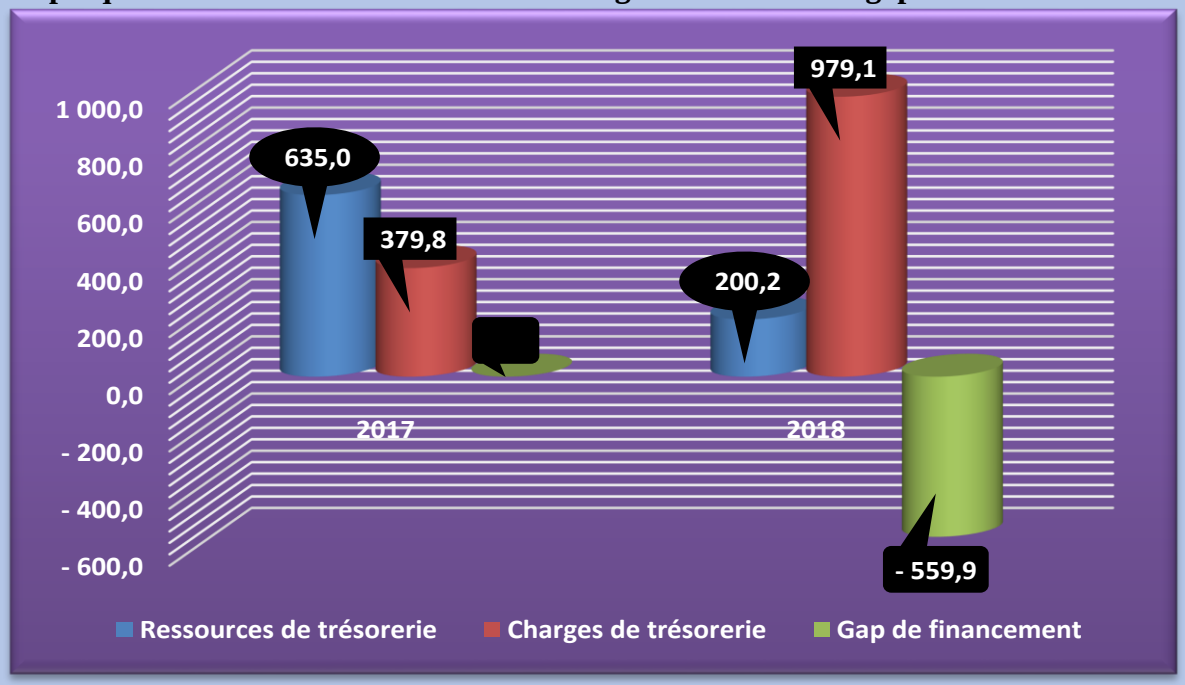


Source : CPB_DGB_FMI

3.3.5 Situation de la trésorerie et perspectives

57. Les ressources de trésorerie baisseraient de 86,0% à 89,0 milliards de FCFA en 2018, contre 635,0 milliards de FCFA en 2017. Tandis que les charges de trésorerie augmenteraient de 157,8% à 979,1 milliards de FCFA en 2018, contre 379,8 milliards de FCFA en 2017. Ainsi, le gap de financement attendu à fin 2018 est de -559,9 milliards de FCFA.

Graphique 5 Evolution des ressources et charges de trésorerie : gap de financement



Source : CPB_DGB

CHAPITRE 4 : PERSPECTIVES MACROÉCONOMIQUES DE 2019 À 2021

4.1 Principales hypothèses au niveau international

58. Les perspectives économiques du Congo pour la période 2019-2021, telles que projetées, reposent sur les hypothèses ci-après :

4.1.1 Croissance économique

59. Depuis le milieu de l'année 2016, l'expansion de l'économie mondiale est devenue plus large et plus vigoureuse. Selon le FMI (juillet 2018), la croissance mondiale semble en voie d'atteindre 3,9% cette année et l'année prochaine, soit bien plus que sa prévision d'octobre 2017. Cette accélération s'explique par une croissance plus rapide dans la zone euro, au Japon, en Chine et aux Etats-Unis. Les dernières projections du FMI tablent sur un taux de croissance mondiale stable de 3,9% en 2019, comme en 2018. Cette reprise se consoliderait en 2020 à 4,0% pour se replier à 3,0% en 2021.

60. La croissance projetée dans les pays avancés s'explique entièrement par la hausse de l'investissement liée à l'affermissement de la formation brute de capital fixe et une accélération de la constitution des stocks. Ainsi, aux **Etats-Unis**, la croissance du PIB ressortirait à 2,7% en 2019 par un affermissement attendu de la demande extérieure ainsi que de l'impact macroéconomique de la réforme fiscale de décembre 2017, en particulier la baisse du taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés et, entre autres, la déductibilité temporaire de toutes les dépenses d'investissement, qui devrait stimuler l'activité à court terme. Cette croissance se replierait davantage à 1,7% en 2020 et à 0,9% en 2021 à cause de la hausse du déficit budgétaire et la nature temporaire de certaines dispositions.

61. La **zone Euro** enregistrerait une progression de son PIB attendue à 2,0% en 2019 en raison d'une demande intérieure qui serait plus vigoureuse que prévue. Cette croissance devrait s'établir à 1,8% et 1,3% respectivement en 2020 et 2021 freinée par une faible productivité sur fond de réformes insuffisantes et d'une évolution démographique défavorable.

62. Au **Japon**, la croissance devrait ralentir à 0,9% en 2019, après un taux de 1,2% en 2018. Cette croissance ressortirait à 4,2% et -0,3% respectivement en 2020 et 2021 en relation avec des perspectives plus favorables pour la demande extérieure et une augmentation de l'investissement privé. Cependant, les perspectives médiocres à moyen terme, principalement en raison de la diminution de la population active, dégraderait la croissance en 2021.

63. Les **économies émergentes et en développement** poursuivraient leur croissance à un rythme moins vigoureux mais en hausse en 2019 (+5,1% contre 4,9% en 2018). Au-delà de 2019, la croissance se stabiliserait autour de 5,4% en moyenne. Cela s'explique par une nouvelle accélération modeste de la croissance dans les pays exportateurs de produits de base ; par une baisse continue du taux de croissance de la Chine ; par une accélération progressive de la croissance en Inde en raison des réformes structurelles et par le maintien d'une croissance vigoureuse dans les autres pays importateurs de produits de base.

64. En **Afrique subsaharienne**, la croissance devrait s'établir à 3,7%, 4,2% et 2,4% respectivement en 2019, 2020 et 2021. Il apparait que les goulots d'étranglement structurels continuent de peser sur les perspectives de croissance. La croissance dans la **CEMAC** connaîtrait un rebond à 3,3% en 2019 (après 1,7% en 2018).

65. Beaucoup de pays de l'**Afrique subsaharienne** devraient faire face à des niveaux d'endettement élevés et au coût grandissant du service de la dette. Il devient de plus en plus important de veiller à ce que la politique budgétaire parvienne à concilier la nécessité de répondre aux besoins de développement et celle d'éviter un endettement insoutenable. Ce souci transparaît dans la stratégie économique à moyen terme de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. C'est ainsi que si les ajustements budgétaires prévus sont effectués, le ratio dette/PIB devrait se stabiliser ou diminuer dans la plupart des pays et réduire les inquiétudes liées à la viabilité de la dette. La plupart des pays d'Afrique subsaharienne envisagent d'assainir leurs finances publiques à moyen terme pour les maintenir sur une trajectoire viable, sauvegardant ainsi la stabilité macroéconomique tout en alignant la politique budgétaire sur les contraintes de capacité d'absorption.

66. L'ampleur et la vitesse de l'ajustement prévu varient selon les particularités de chaque pays. Pour les pays exportateurs de pétrole, l'effort d'assainissement budgétaire projeté s'élève, en moyenne, à 5,3 points de PIB sur les cinq prochaines années. Dans certains cas (Angola, par exemple), un ajustement considérable a déjà été effectué, mais il l'a été surtout, jusqu'à présent, à l'aide de réductions des dépenses en capital, résultant de choix délibérés et de contraintes de financement. À l'avenir, les pays exportateurs de pétrole devraient centrer leurs efforts d'assainissement budgétaire sur un accroissement des recettes hors produits de base, qui ne représentaient en moyenne qu'environ 9 % du PIB en 2016 (3,3 % au Nigéria et 4,5 % en Guinée équatoriale), ainsi que sur des réductions ciblées des dépenses courantes.

67. Malgré la mise en œuvre de politiques et réformes nationales et régionales pour éviter un assèchement des réserves et continuer de soutenir le dispositif d'union monétaire, le taux de croissance du PIB réel hors pétrole dans les pays de la **CEMAC** resterait en deçà du niveau moyen enregistré sur la période 2009-2015.

68. La reprise mondiale projetée plus haut devrait conduire à une accélération de la croissance du commerce mondial qui est généralement très corrélé avec l'investissement mondial. En effet, une reprise graduelle de l'investissement de la part des pays exportateurs de produits de base stimulerait la croissance des importations, tandis que dans les pays avancés il boosterait les exportations.

4.1.2 Inflation

69. L'inflation mesurée par les dépenses de consommation des ménages devrait se situer à 1,7% en 2019 dans les pays avancés d'Europe. Elle se fixerait à 1,5% en **Zone euro**, alors qu'elle évoluerait de 1,5% en 2018 à 1,6% en 2019 en **France**. Au **Japon**, l'inflation serait faible par rapport aux pays d'Europe et se situerait à 1,1% en 2019. Aux **Etats-Unis**, elle serait plus ou moins stable en 2019 à 2,4% contre 2,5% en 2018.

70. En **Chine**, l'inflation resterait moins significative (2,5% en 2018 et 2,6% en 2019) comparée à l'Inde (5,0% en 2018 et 2019). Elle serait très marquée en **Afrique subsaharienne** (9,5% en 2018 et 8,9% en 2019).

71. En zone **CEMAC**, l'inflation resterait contenue en dessous du critère de convergence (3%). Elle s'établirait à 2,5% en 2019, en hausse par rapport à 2018 (1,9%).

4.1.3 Les marchés des produits de base

72. Il apparaît que l'effondrement des cours du baril de pétrole et les fluctuations notables qui s'en sont suivies ne semblent guère liés à la demande mondiale. Aussi, une remontée des cours serait largement tributaire de l'offre. L'accord conclu par les pays membres de l'OPEP est un des facteurs clés qui ont influé sur les cours du pétrole.

Tableau 3: Hypothèses sur la croissance et l'inflation (Variation annuelle en %)

	PIB réel		
	Projections		
1. Croissance	**2017**	**2018**	**2019**
Monde	**3,8**	**3,9**	**3,9**
Pays avancés	**2,3**	**2,5**	**2,2**
Etats-Unis	2,3	2,9	2,7
Japon	1,7	1,2	0,9
Zone Euro	2,3	2,4	2,0
Allemagne	2,5	2,5	2,0
France	1,8	2,1	2,0
Pays émergents et en développement	**4,8**	**4,9**	**5,1**
Pays émergents et en développement d'Europe	**5,8**	**4,3**	**3,7**
Pays émergents et en développement d'Asie	**6,5**	**6,5**	**6,6**
Chine	6,9	6,6	6,4
Inde	6,7	7,4	7,8
Amérique latine et Caraïbes	**1,3**	**2,0**	**2,8**
Brésil	1,0	2,3	2,5
Mexique	2,0	2,3	3,0
Afrique subsaharienne	**2,8**	**3,4**	**3,7**
CEMAC	0,1	1,7	3,3
2. Inflation			
Pays avancés	1,7	2,0	1,9
Pays émergents et en développement d'Europe	6,2	6,8	6,3
Pays émergents et en développement d'Asie	2,4	3,3	3,3
Amérique latine et Caraïbes	4,1	3,6	3,5

Source : FMI_PEM avril 2018

73. Les risques de hausse des cours du pétrole découlent notamment de nouveaux replis de la production au Venezuela et d'interruptions imprévues de l'offre dans d'autres pays. Cependant, l'augmentation attendue de la production de pétrole aux

Etats-Unis en 2018 et 2019 et la forte croissance de production de pétrole qui devrait continuer de progresser pourraient faire baisser plus rapidement les cours du pétrole.

4.2 Principales hypothèses au niveau national

4.1.4 Croissance économique

74. La production pétrolière, après un bond considérable en 2018, connaitrait une baisse sur toute la période 2019-2021. La variation annuelle se situerait respectivement à 7,7%, 5,6% et -3,4% en 2019, 2020 et 2021.

Tableau 4: Situation de l'économie nationale

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
I. Profil de la croissance (taux de croissance annuel, %)							
PIB global	2,6%	-2,8%	-3,1%	3,1%	3,2%	3,1%	2,0%
Pétrolier	-6,8%	-1,5%	15,3%	25,6%	7,7%	5,6%	-3,4%
Non pétrolier	5,3%	-3,2%	-7,9%	-4,3%	1,3%	2,0%	3,8%
II. Prix (taux de croissance annuel, %)							
Déflateur du PIB	-29,2%	-5,9%	18,7%	21,4%	6,1%	-9,6%	-7,0%
Prix à la consommation(moyenne sur la période	0,9%	3,2%	3,2%	0,5%	1,5%	1,6%	2,0%
Prix à la consommation (fin de période)	0,5%	4,1%	0,0%	1,8%	1,8%	1,9%	2,1%
III. Secteur extérieur							
Solde de transaction courante (%PIB)	-53,8%	-78,8%	-13,5%	0,8%	1,7%	2,8%	0,0%
Solde de transaction courante, hp (%PIB hors pétrole)	-88,6%	-125,0%	-24,8%	2,0%	4,5%	6,5%	0,0%
IV. Secteur monétaire							
Masse monétaire (variation)	-11,2%	-15,4%	-10,4%	4,8%	3,1%	3,6%	5,2%
Crédit au secteur privé (Variation)	13,1%	8,7%	-2,2%	2,7%	23,8%	19,1%	13,1%
Crédit au secteur privé (%PIB non pétrolier)	37,1%	42,5%	41,9%	46,1%	55,3%	45,9%	48,6%
V. Recettes et dépenses (% PIB non pétrolier)							
Dépenses totales	94,5%	77,3%	64,5%	52,3%	62,5%	56,4%	55,3%
Courantes	43,4%	47,1%	49,1%	39,5%	47,3%	44,1%	43,4%
Investissements	38,8%	30,7%	15,4%	9,8%	12,2%	9,3%	9,0%
Recettes et dons	53,7%	54,0%	54,2%	71,2%	82,9%	72,3%	66,8%
Recettes pétrolières	22,8%	24,1%	25,5%	41,3%	48,6%	38,1%	31,9%
Recettes non pétrolières	29,6%	28,6%	27,6%	28,7%	33,1%	33,0%	33,7%
VI. Soldes (ratio au PIB non pétrolier, %)							
Solde primaire hors pétrole	-63,4%	-53,1%	-37,0%	-17,0%	-23,8%	-18,3%	-16,8%
Solde primaire de base, ressources propres,hp	-58,0%	-42,4%	-27,7%	-13,1%	-20,0%	-14,8%	-13,5%
Solde global (base engagement, dons inclus)	-40,8%	-31,9%	-14,6%	18,9%	20,5%	16,0%	11,6%
VII. Dette publique (%PIB)							
Dette publique totale	92,1%	109,9%	118,5%	103,8%	100,8%	103,3%	107,3%
Dette extérieure	77,2%	86,7%	80,9%	74,4%	75,4%	80,6%	87,6%
Dette intérieure	14,9%	23,2%	37,6%	29,4%	25,4%	22,7%	19,7%

Source: CPB_DGB

75. L'activité économique évoluerait à 3,2% en 2019, à 3,1% en 2020 et 2,0% en 2021, en lien avec l'arrivée à maturité de certains champs pétroliers. La croissance du secteur non pétrolier, qui évoluerait de façon régulière à un taux annuel moyen de 2,4%, passerait de 1,3% en 2019 à 2,0% en 2020 et s'établirait à 3,8% en 2021.

76. La croissance du secteur non pétrolier n'arriverait à compenser les contre-performances du secteur pétrolier que lorsqu'on noterait : (i) des améliorations continues des capacités opérationnelles du Chemin de Fer Congo Océan (CFCO) ; (ii) une redynamisation des activités des sociétés de télécommunications ; et (iii) une réduction des charges d'exploitation des entreprises, avec l'amélioration de l'offre des services d'électricité, d'eau, de transports, etc.

4.1.5 Secteur extérieur

77. Le solde des transactions courantes poursuivrait son amélioration en 2019, à 126,4 milliards de FCFA, contre 53,8 milliards de FCFA en 2018, en relation avec la bonne tenue du solde commercial. En 2020, ce solde resterait positif mais à un niveau légèrement élevé (188,6 milliards de FCFA) et se replierait davantage en 2021 à 0,8 milliards de FCFA.

78. Sur la période 2019-2021, la balance des services enregistrerait une atténuation de son déficit à un rythme annuel de 3,3%, à -1 185,7 milliards de FCFA en 2019, à -1 191,1 milliards de FCFA en 2020 et à -1 114,8 milliards de FCFA en 2021.

79. Le déficit du compte des revenus baisserait à un rythme annuel moyen de 4,0% sur la période 2019-2021 et ressortirait à -700,1 milliards de FCFA en 2019, à -698,8 milliards de FCFA à fin 2020 et à -756,6 milliards de FCFA à fin 2021.

80. Le déficit de la balance des transferts courants se stabiliserait autour de -82,0 milliards de FCFA en moyenne sur toute la période. Le déficit du compte financier s'atténuerait en rythme annuel moyen de 34,8%. Il s'établirait à -70,4 milliards de FCFA en 2019, à -228,6 milliards de FCFA en 2020 et à -127,9 milliards de FCFA en 2021.

81. En définitive, à fin 2019, le solde global de la balance des paiements resterait positif, mais se replierait à 87,0 milliards de FCFA, après 162,6 milliards de FCFA en

2018. En 2020, ce solde se détériorait à -7,0 milliards de FCFA et s'aggraverait davantage à fin 2021 à -92,1 milliards de FCFA.

4.1.6 Monnaie

82. Sur le plan monétaire, la situation sur la période 2019-2021 serait caractérisée par :

- ✓ une chute des avoirs extérieurs nets à un taux annuel moyen de 45,9% passant de 96,4 milliards de FCFA en 2019 à 45,9 milliards de FCFA en 2020 pour se situer à -4,8 milliards de FCFA en 2021 ;
- ✓ une augmentation du crédit intérieur net à un rythme annuel moyen 6,9% avec 1 933,5 milliards de FCFA en 2019, 2 035,8 milliards de FCFA en 2020 et 2 207,7 milliards de FCFA en 2021 ;
- ✓ une évolution positive en rythme annuel moyen de la masse monétaire de 4,6% qui s'établirait à 1 866,9 milliards de FCFA en 2019, à 1 942,2 milliards de FCFA en 2020 et à 2 043,7 milliards de FCFA en 2021 ;
- ✓ une amélioration à un rythme annuel moyen de 8,9% de la position nette créditrice de l'État avec 287,0 milliards de FCFA en 2019 et 340,5 milliards de FCFA milliards de FCFA en 2020 et 2021.

83. Les crédits à l'économie évolueraient à un rythme annuel moyen de 6,5%. Ils ressortiraient à 1 643,1 milliards de FCFA au 31 décembre 2019 contre 1 468,5 milliards de FCFA en 2018, à 1 693,3 milliards de FCFA en 2020 et à 1 863,2 milliards de FCFA. L'accroissement du rythme de progression des crédits à l'économie serait la résultante d'une relance de l'activité économique. Les créances nettes sur l'Etat augmenteraient à un rythme annuel de 8,9%.

4.1.7 Inflation

84. Les tensions inflationnistes devraient resurgir, sous l'effet de l'inflation importée, conjuguée à la demande intérieure en hausse. Cependant, le taux d'inflation devrait demeurer contenu dans la norme communautaire de 3%. Il resterait en 2019 identique au niveau de 2018, à 1,9%.

CHAPITRE 5: LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE À MOYEN TERME

85. Le Gouvernement a choisi une politique budgétaire prudente en 2016 et 2017, qui a visé le rétablissement des équilibres basé sur l'ajustement dit interne. Mais, cet ajustement s'est révélé insuffisant à la suite du diagnostic économique et financier réalisé avec le FMI en 2017. Plusieurs mesures y compris communautaires ont complété le dispositif des réformes à mettre en œuvre pour renforcer cet ajustement. Ce dispositif a permis d'élaborer le mémorandum de politique économique et financière, qui est devenu le document cadre de référence du programme que le Gouvernement compte signer avec ce partenaire pour les trois prochaines années.

5.1 Orientation budgétaire pour la période 2019-2021

Le Gouvernement poursuivra une politique restrictive visant le rétablissement des équilibres macroéconomiques basé sur l'ajustement budgétaire en vue d'une relance économique à terme.

Dans cette optique, la politique budgétaire sera axée sur: (i) le renforcement des mesures d'amélioration et de sécurisation des ressources publiques ; (ii) la maîtrise des dépenses publiques pour leur plus grande efficacité ; (iii) la viabilité de la dette publique en vue de la rendre soutenable à partir d'une stratégie qui lèvera des options avec des propositions de financements appropriés y compris ceux des partenaires financiers.

5.2 Principaux objectifs visés

A moyen terme, la politique budgétaire permettra d'atteindre les principaux objectifs ci-après :

- la réduction du déficit primaire hors pétrole de manière à contribuer, entre autres, à l'amélioration de la position nette du gouvernement (PNG) vis-à-vis du système bancaire par la reconstitution des dépôts du trésor à la

Banque centrale et au renforcement des réserves de la zone monétaire pour les porter à au moins trois mois d'importations ;

- la soutenabilité de la dette publique en fin de période ;
- la soutenabilité des finances publiques.

5.3 Projections des recettes et des dépenses budgétaires pour la période 2019-2021

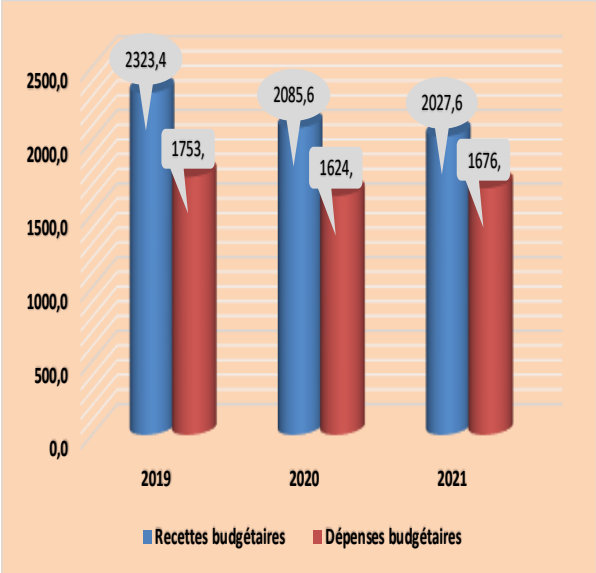
86. Les projections des recettes et des dépenses s'inscrivent dans un contexte d'ajustement et de stabilisation qui vise à la fois à réduire les dépenses publiques et à augmenter les recettes pour une viabilité des finances publiques.

87. En cohérence avec les hypothèses macroéconomiques, les hypothèses des recettes pétrolières se déclinent ainsi qu'il suit :

- ✓ ***Production*** : 132,0 millions de barils en 2019 ; 139,4 millions de barils en 2020 et 134,7 millions de barils en 2021 ;
- ✓ ***Prix de baril du Brent***: 72,8$ en 2019 ; 60,2$ en 2020 et 54,4$ en 2021 ;
- ✓ ***Décote appliquée au pétrole congolais*** : 2,8$ en 2019 et 2,7 pour la période 2020-2021 ;
- ✓ ***Prix du brut congolais*** : 70,0$ en 2019 ; 57,5 $ en 2020 et 51,7 $ en 2021 ;
- ✓ **Taux de *change*** : 1$ = 575 FCFA pour la période 2019 et 2020 et 550$ pour 2021.

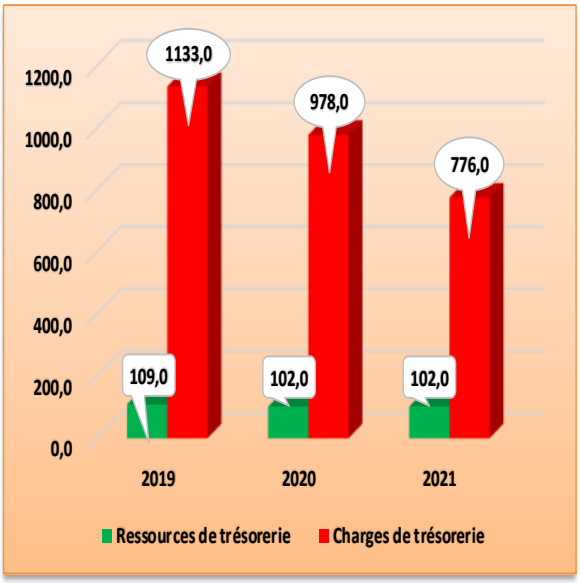
88. Les graphiques ci-après donnent une image synoptique des évolutions des recettes et des dépenses budgétaires ainsi que des ressources et charges de trésorerie sur la période.

Graphique 6 : Projections des recettes et dépenses budgétaires pour la période 2019-2021



Source : *CPB_DGB*

Graphique 7 : Projections des recettes et charges de trésorerie pour la période 2019-2021



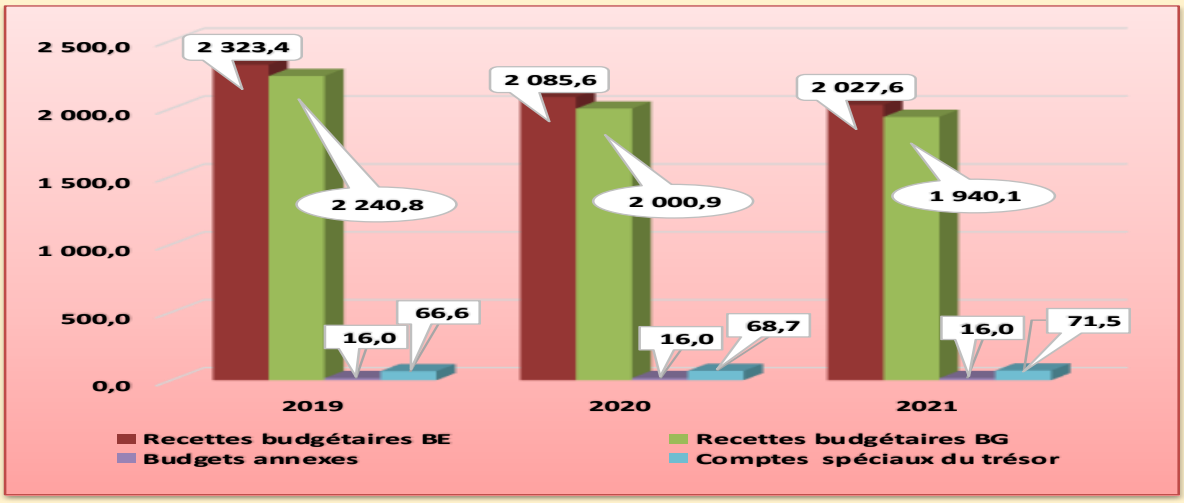
Source : *CPB_DGB*

5.3.1 Projection des recettes budgétaires

89. Au cours de la période 2019-2021, les recettes du Budget de l'Etat s'établiraient à 2 323,4 milliards de FCFA en 2019, à 2 085,613 milliards de FCFA en 2020 et en 2021 à 2 027,627 milliards de FCFA . Cette projection repose sur une hypothèse de la baisse conjuguée de la production pétrolière et des cours de baril sur la période.

90. Le graphique 8 donne une image synoptique de l'évolution des recettes par type de budget.

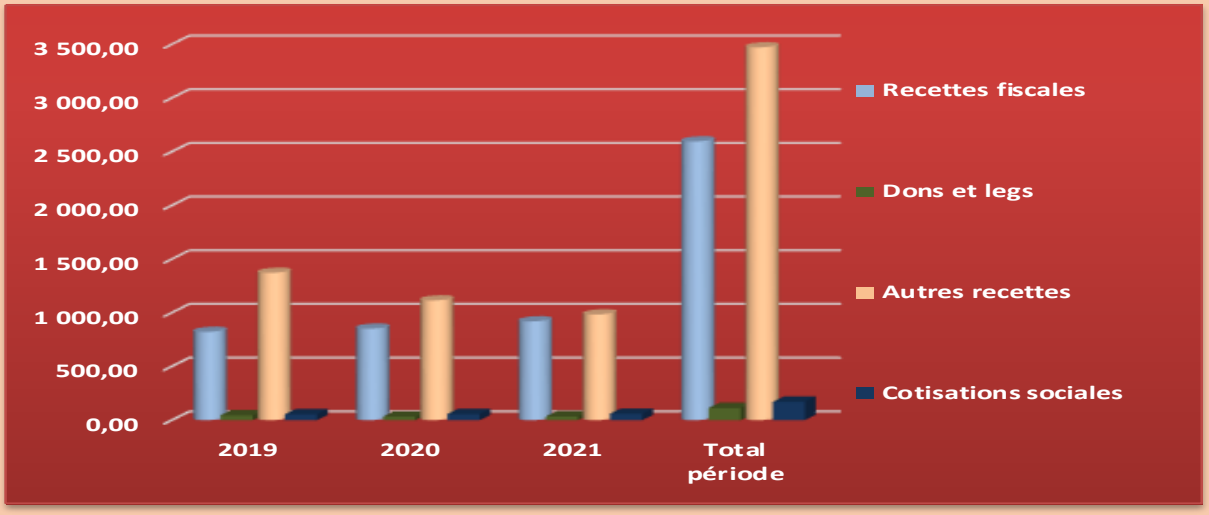
Graphique 8 Evolution des recettes budgétaires de 2019-2021



Source : **CPB_DGB**

91. Les recettes fiscales s'élèveraient à un rythme annuel moyen de 5,7% et se situeraient à 837,0 milliards de FCFA, contre 754,6 milliards de FCFA en 2018, à 867,0 milliards de FCFA en 2020 et à 935,0 milliards de FCFA en 2021.

Graphique 9 Evolution des recettes de l'Etat de 2019-2021



Source : CPB_DGB

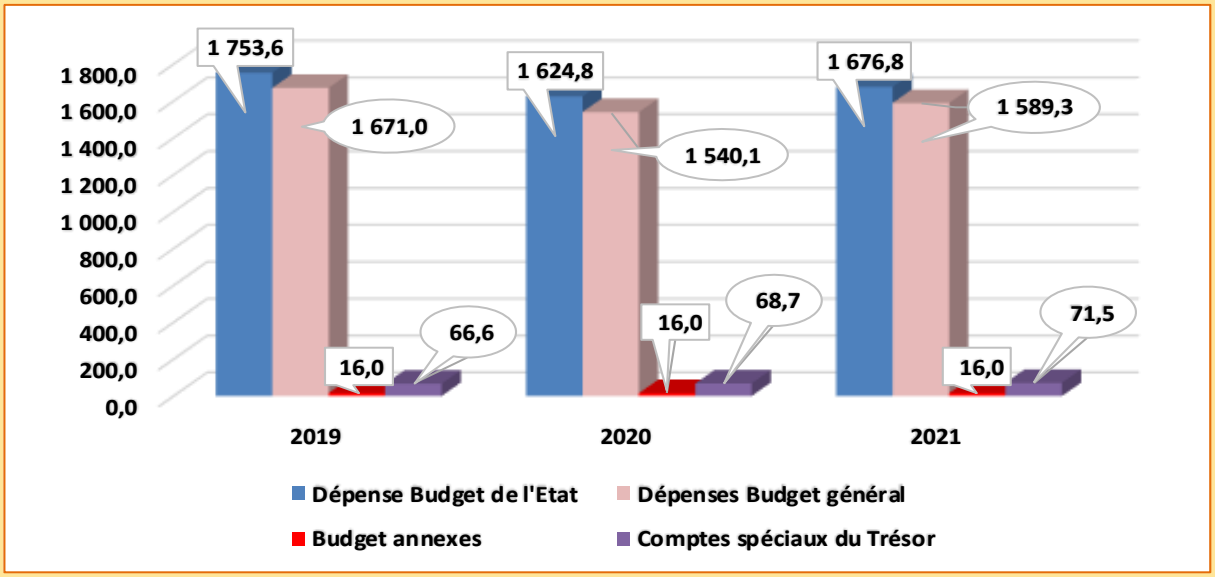
92. Les autres recettes s'établiraient à 1 157,41 milliards de FCFA en moyenne sur la période à un rythme annuel moyen de -15,3%. En 2019, elles sont attendues à 1 372,4 milliards de FCFA, contre 764,7 milliards de FCFA en 2018. Elles évolueraient de 1 115,2 milliards FCFA en 2020 et de 984,5 milliards de FCFA en 2021. Les dons suivraient un rythme annuel moyen de -12,4% et se situeraient en moyenne à 37,9 milliards de FCFA.

5.3.2 Projection des dépenses budgétaires

93. Les contraintes d'ajustement imposent d'opter pour une hypothèse d'une baisse des dépenses budgétaires à un rythme annuel moyen de 2,2% qui restent soutenues par les recettes internes. Ainsi, les dépenses du budget de l'Etat s'élèveraient à 1 753,6 milliards de FCFA, en hausse de 27,0% par rapport à 2018. Elles baisseraient de 7,3% à 1 624,8 milliards de FCFA et augmenteraient de 3,2% à 1 676,8 milliards de FCFA.

94. En somme, les dépenses du budget de l'Etat seraient tirées principalement par celles du budget général suivies des charges des comptes spéciaux du trésor.

Graphique 10 Evolution des dépenses par type de budget de 2019 à 2021



Source : CPB_DGB

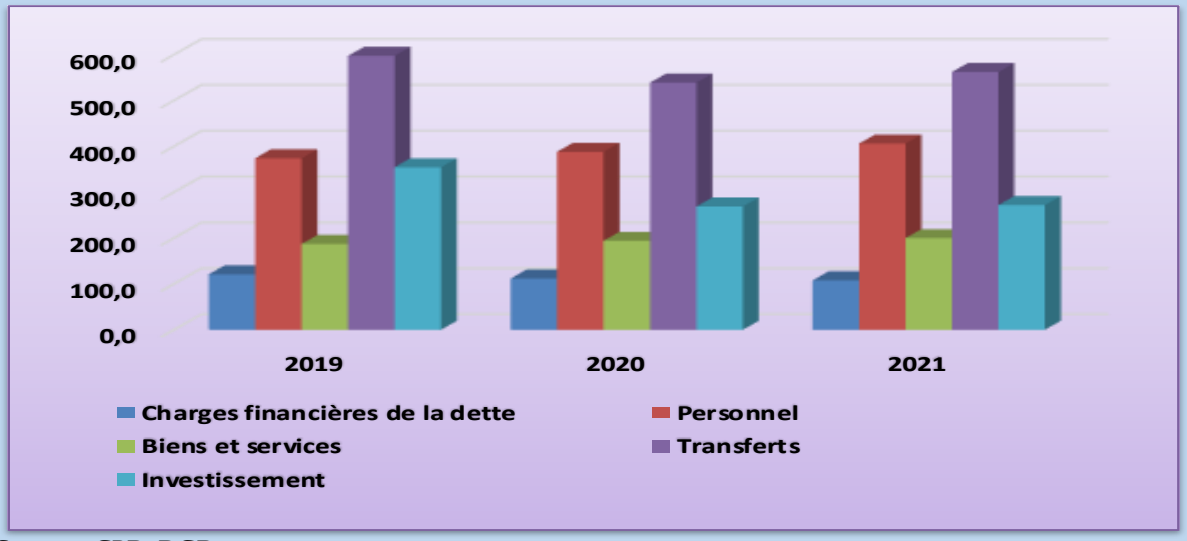
a. Pour les dépenses du Budget général

95. Sur la période 2019-2021, les dépenses du budget général s'établiraient en moyenne à 1 600,1 milliards de FCFA. En 2019, elles s'élèveraient à 1 670,9 milliards de FCFA en hausse de 28,2% par rapport à 2018. Elles baisseraient de 7,8% à 1 540,1 milliards de FCFA et augmenteraient de 3,2% à 1 589,3 milliards de FCFA.

96. Les charges financières de la dette baisseraient, de façon continue, à un rythme annuel moyen de 5,5%. Entre 2019 et 2020, cette baisse serait de 7,4%, passant de 121,0 milliards de FCFA à 112,0 milliards de FCFA. Entre 2019 et 2020, cette baisse serait de 3,6% et se fixerait à 108,0 milliards de FCFA.

97. Les dépenses du personnel augmenteraient à un rythme annuel moyen de 4,2%. Elles se fixeraient à 374,0 milliards de FCFA en 2019, à 388,0 milliards de FCFA en 2020 et à 406,0 milliards de FCFA en 2021. Entre les deux premières années de la période, ces dépenses augmenteraient de 3,7% et 4,6% les deux dernières années. Cette progression des dépenses du personnel reflète la volonté du Gouvernement de préserver les acquis des agents de l'Etat dans ce contexte de crise économique.

Graphique 11 Evolution en grande masse des dépenses du Budget général



Source : CPB_DGB

98. Les dépenses de biens et services augmenteraient à un rythme annuel moyen de 3,4%. Elles s'établiraient à 187,2 milliards de FCFA en 2019, à 194,0 milliards de FCFA en 2020 et à 200,0 milliards de FCFA en 2021. Sur toute la période, ces dépenses seraient en moyenne de 193,7 milliards de FCFA.

99. Les dépenses de transferts évolueraient en dents de scie. Cette croissance baissière de 9,8% entre 2019 et 2020, passant de 597,4 milliards de FCFA à 539,1 milliards de FCFA. Entre 2020 et 2021, elles évolueraient annuellement de 4,3%, se fixant à 562,3 milliards de FCFA. De 2019 à 2021, ces dépenses se chiffreraient en moyenne à 554,8 milliards de FCFA.

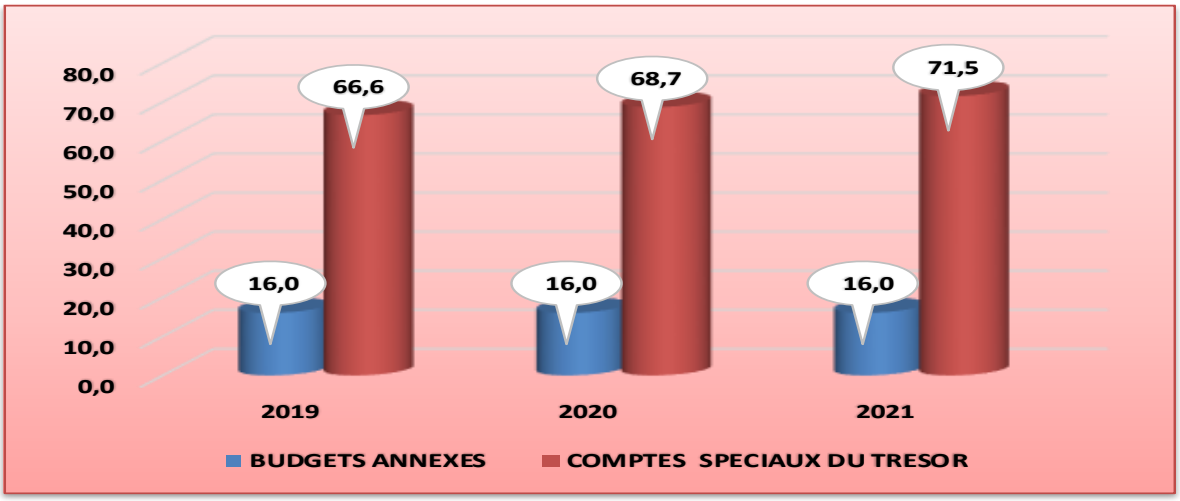
100. Les dépenses d'investissement évolueraient à une cadence annuelle moyenne de -12,4%. Entre 2019 et 2020, ces dépenses baisseraient de 24,1% passant de 354,3 milliards de FCFA à 269,0 milliards de FCFA. Ce taux atteindrait +1,1% entre 2020 et 2021, pour se fixer à 272,0 milliards de FCFA. Cette cadence obéit à la politique du Gouvernement qui consiste à faire asseoir l'ajustement afin de mettre en place des conditions saines de relance économique.

b. Pour les charges des Budgets annexes et des Comptes spéciaux du Trésor

101. Par principe, les ressources et les charges des Budgets annexes et des Comptes spéciaux du Trésor sont équilibrées. Sur la période, les charges des Budgets annexes

resteraient constantes et se situeraient à 16,0 milliards de FCFA. Cependant, celles relatives aux Comptes spéciaux du Trésor progresseraient à un rythme annuel positif de 3,6% pour une moyenne sur la période de 68,9 milliards de FCFA. La stabilité des charges résulte du fait que les Budgets annexes sont ouverts pour les services publics précis et que les Comptes spéciaux du Trésor sont mis en place sous une forme spécifique. Ainsi, ces charges concernent les dépenses afférentes à des opérations déterminées

Graphique 12 : Evolution des charges des budgets annexes et des comptes spéciaux du Trésor sur la période



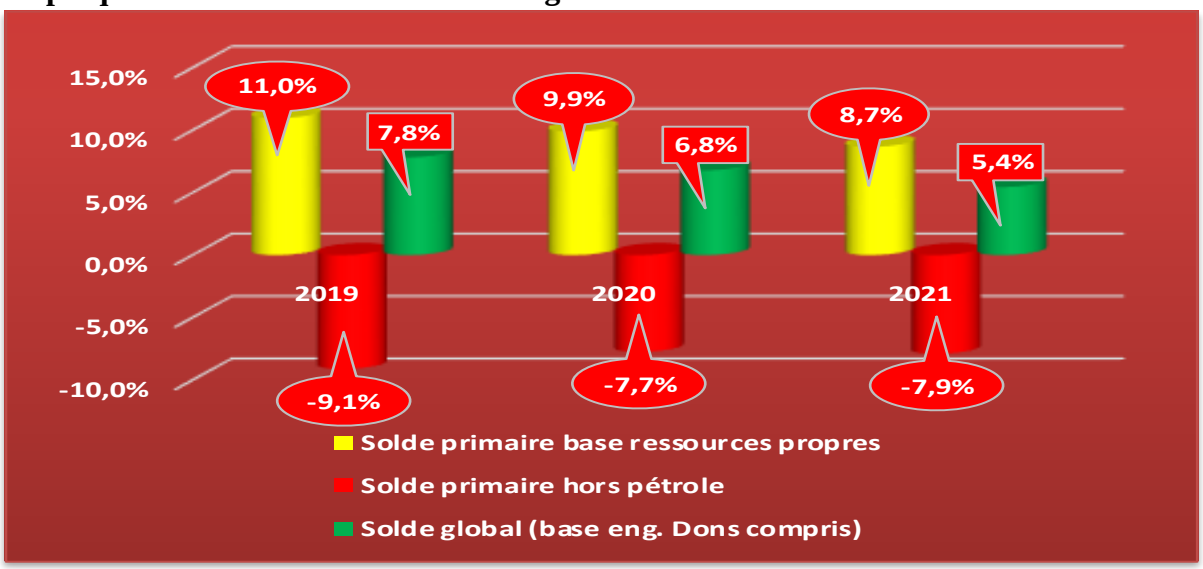
Source : CPB_DGB

5.3.3 Projection des soldes

102. La gestion des finances publiques enregistrerait un déficit du solde primaire de base hors pétrole sur toute la période 2019-2021. Ce solde connaîtrait une atténuation à rythme annuel moyen de 14,1% pour s'établir à - 410,1 milliards de FCFA en 2021 soit -6,4% du PIB. Par contre le solde global, base engagement, dons inclus et le solde primaire resteraient excédentaires tout au long de la période. Le solde global, base engagement, dons inclus baisserait de 1,0 point en pourcentage du PIB en 2020 pour s'établir à 460,8 milliards de FCFA soit 6,8% du PIB et de 1,3 point du PIB en 2021 pour se situer à 350,8 milliards de FCFA soit 5,4% du PIB. Enfin, le solde budgétaire primaire base ressources propres représenterait en moyenne 9,8% du PIB sur la période, il passerait de 797,8 milliards de francs CFA en 2019 à 557,8 milliards de francs CFA

en 2021, soit une baisse à un rythme annuel moyen de 16,4%. Cette situation résulterait de la baisse des recettes pétrolières en 2021 (vente des cargaisons).

Graphique 13 : Evolution des soldes budgétaires en % du PIB de 2019 à 2021



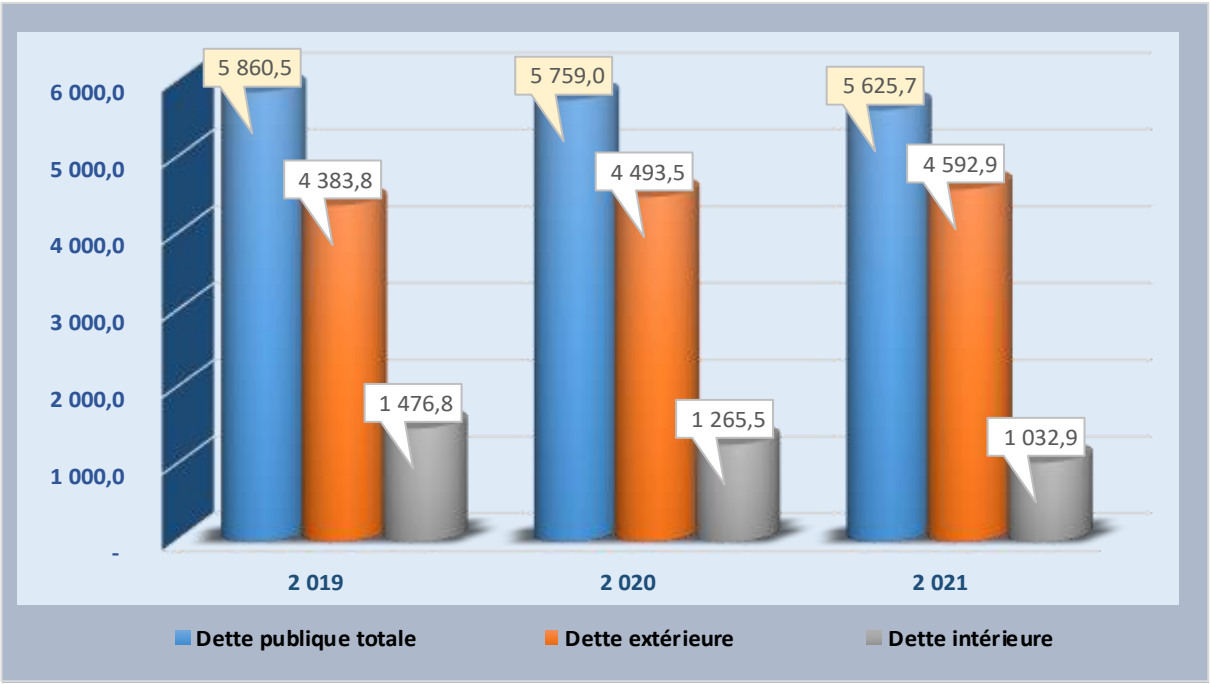
Source : CPB_DGB

5.3.4 Projection de la dette publique sur la période 2019-2021

103. Sur la période 2019-2021, le stock de la dette publique projetée s'établirait en moyenne à 5 748,4 milliards de FCFA. L'encours de cette dette publique baisserait à un rythme annuel moyen de 2,0% en relation avec la diminution de la dette intérieure. Elle diminuerait de 1,7% entre 2019 et 2020 passant de 5 860,5 milliards de FCFA à 5 759,0 milliards de FCFA. Cette baisse serait plus prononcée entre 2020 et 2021 (-2,3%) pour se situer à 5 625,7 milliards de FCFA. La dette extérieure augmenterait à un rythme annuel moyen de 2,4% passant de 4 383,8 milliards de FCFA en 2019 pour atteindre 4 493,5 milliards de FCFA en 2020 et 4 592,9 milliards de FCFA en 2021. La dette intérieure, par contre, évoluerait à un rythme annuel de -16,4% pour se situer à fin 2021 à 1 032,9 milliards de FCFA soit une diminution de 443,9 milliards de FCFA par rapport au niveau de 2019.

104. La tendance haussière de la dette publique s'inverserait une fois que la stratégie de gestion de la dette à moyen terme sera mise en œuvre.

Graphique 14 : Evolution de la dette publique de 2019 à 2021



Source : CPB_DGB

5.3.5 Evolution du financement sur la période 2019-2021

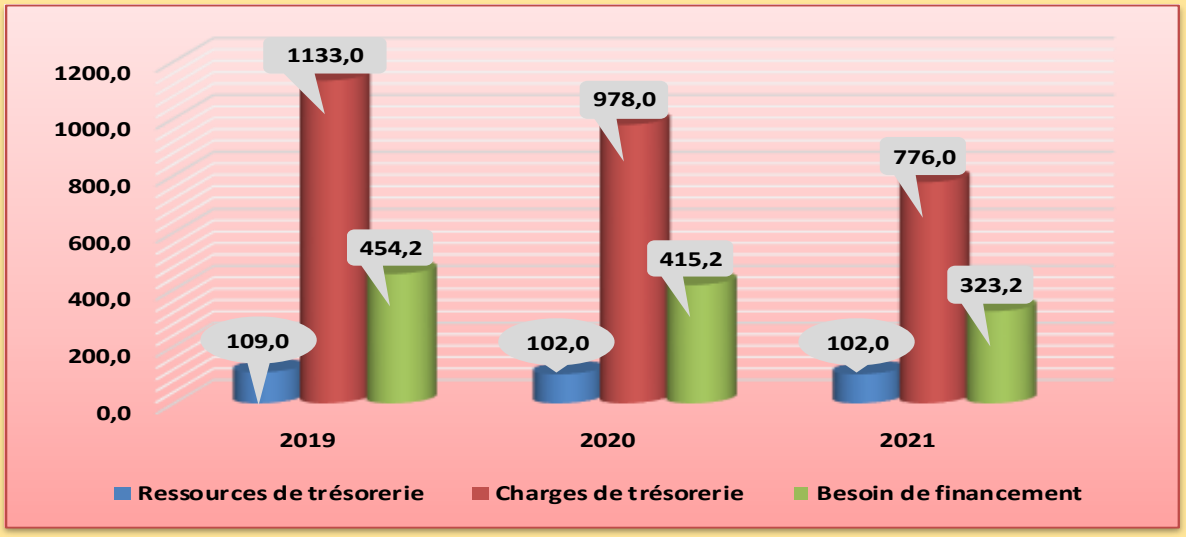
105. Les ressources baisseraient à un rythme annuel moyen de 3,3% sur la période 2019-2021, alimentées par les produits des emprunts à court, moyen et long terme. Ces produits des emprunts s'établiraient à 106,0 milliards de FCFA en 2019, à 99,0 milliards de FCFA en 2020 et à 99,0 milliards de FCFA en 2021.

106. Les charges baisseraient à un rythme annuel moyen de 17,2%, mais resteraient largement supérieures aux ressources. Elles seraient de 1 133,0 milliards de FCFA en 2019, de 978 milliards de FCFA en 2020 et de 776,0 milliards de FCFA en 2021, soit en moyenne 962,3 milliards de FCFA sur la période 2019-2021, en raison du niveau important de l'amortissement de la dette dû sur la période projeté à 1379,0 milliards de FCFA.

107. Le gap de financement baisserait à un rythme annuel de 15,6%, et se situerait en moyenne à 397,5 milliards de FCFA sur la période. Il serait de -454,2 milliards de FCFA en 2019, de -415,2 milliards de FCFA en 2020 et de -323,2 milliards de FCFA en 2021.

108. La résorption du gap s'appuiera essentiellement sur la stratégie de restructuration de la dette publique à travers, entre autres : (i) un rééchelonnement ; (ii) des allègements ; (iii) un reprofilage ; (iv) un refinancement ; (v) des appuis budgétaires des partenaires techniques et financiers.

Graphique 15 : Evolution du gap de financement de 2019 à 2021



Source : *CPB_DGB*

5.3.6 Aperçu sur la situation des critères de convergence

109. Les projections budgétaires sur la période 2019-2021 montrent que les engagements communautaires en ce qui concerne la convergence des politiques économiques seront tenus. En effet, comme l'indique le tableau ci-dessous, les critères de convergence seront respectés en dehors de celui du taux d'endettement dans la période.

Tableau 5: Evolution des critères de convergence

(En milliards de Fcfa)

	Norme	2018	2019	2020	2021
Solde Budgétaire de Référence	≥ - 1,5% du PIB	2,1%	1,0%	4,0%	4,5%
Taux d'inflation	≤ 3%	1,5	1,6	2,0	2,4
Taux d'endettement public	≤ 70% du PIB	103,8%	100,8%	103,3%	107,3%
Absence des arriérés		-5	0,0	0,0	0,0
Non accumulation des arriérées		*-5*	0,0	0,0	0,0
Apurement des arrirées		*0*	0,0	0,0	0,0

Source: CPB_DGB

5.3.7 Allocations des ressources budgétaires par secteur sur la période 2019-2021

a. Allocations des ressources budgétaires par secteur sur la période 2019-2021

110. Les contraintes budgétaires de l'Etat ont largement influencé les allocations des ressources. Dans ce contexte, le Gouvernement se focalisera sur une matrice d'actions prioritaires en relation avec le PND afin de traduire dans les faits le projet de société du Chef de l'Etat : « La marche vers le développement ».

111. La période 2019-2021 serait marquée par une part prépondérante des crédits budgétaires alloués au secteur « sociaux » avec 473,7 milliards de FCFA en moyenne, soit 32,7%. Les secteurs « Production et commerce » occuperaient la deuxième position avec 297,9 milliards de FCFA en moyenne , soit 20,6%. La « Défense et sécurité » ainsi que les « Infrastructures » viendraient en troisième et quatrième positions, avec respectivement 249,4 milliards de FCFA en moyenne et 136,4 milliards de FCFA en moyenne, soit respectivement 17,2% et 9,4%.

112. Les secteurs « Gouvernance Administrative et économique » et «Souveraineté » arriveraient en cinquième et sixième positions avec respectivement 132,4 milliards de FCFA en moyenne et 128,2 milliards de FCFA, soit respectivement 9,1 % et 8,9%. Et enfin, le secteur « Gouvernance judiciaire » occuperait la dernière position avec 29,7 milliards de FCFA en moyenne, soit 2,0%.

b. Allocations des ressources budgétaires par secteur pour l'année 2019

113. Les allocations des ressources budgétaires pour l'année 2019 ont été dictées par les choix et priorités contenues dans le programme d'actions du Gouvernement. Les efforts du Gouvernement se concentreraient sur : (i) les secteurs sociaux et (ii) le secteur de la défense et sécurité, (iii) les secteurs « souveraineté ».

- ✓ les secteurs « sociaux » bénéficieraient d'une part prépondérante des crédits budgétaires alloués avec 488,9 milliards de FCFA, soit 32,3% des dépenses totales. Ces allocations serviraient à la poursuite, entre autres, des travaux de construction des hôpitaux généraux, de l'université de Kintélé et de leur équipement.
- ✓ 247,2 milliards de FCFA est la part du crédit qui reviendrait au secteur de la « Défense et sécurité », soit 16,3% des dépenses totales.

- ✓ la part des crédits du secteur « Souveraineté » serait de 126,9 milliards de FCFA, soit 8,4% des dépenses totales.

114. Par ailleurs, les autres secteurs se verraient allouer respectivement 145,2 milliards de FCFA (« Infrastructures »), 138,2 milliards de FCFA (« Gouvernance administrative et économique »), 337,2 milliards de FCFA (« Production et commerce ») 126,9 milliards de FCFA (« Souveraineté ») 29,4 milliards de FCFA Gouvernance judiciaire ».

115. Le Gouvernement entend, à travers le PND, appuyer la mise en œuvre de la stratégie de transformation de l'économie congolaise, à travers notamment les secteurs de l'agriculture, de la forêt, de l'industrie et du tourisme.

CHAPITRE 6 : FACTEURS DE RISQUE

116. Le scénario de programmation budgétaire ainsi présenté reste cependant soumis à de nombreux aléas :

6.1 A court terme

6.1.1 Au niveau international

117. Le niveau projeté des exportations congolaises dépendra de la demande mondiale qui peut être affectée par plusieurs phénomènes :

- ✓ les mesures singulières prises par l'administration américaine pourraient constituer une « menace » pour le système « monétaire et commercial mondial ». En effet, si pour l'administration américaine, l'euro nettement sous-évalué profite à l'Allemagne qui jouit d'un excédent commercial avec les États-Unis, le risque de cette situation serait un développement d'accords commerciaux et économiques dirigés contre les États-Unis dont les répercussions sur les économies africaines pourraient être néfastes.
- ✓ le risque lié aux difficultés d'atterrissage de l'économie chinoise. Les contreperformances de l'économie chinoise induiraient, par contrecoup, la limitation des prêts et Investissements Directs Etrangers (IDE) chinois dans le secteur minier ;
- ✓ la situation économique encore fragile de la zone euro;
- ✓ la persistance des tensions sécuritaires dans la sous-région, avec notamment la menace terroriste du groupe Boko Haram au Cameroun et au Tchad, ainsi que les incertitudes du processus électoral en République Démocratique du Congo;

118. La plupart de ces risques sont d'autant plus inquiétants qu'ils s'articulent et s'entretiennent mutuellement.

6.1.2 Au niveau interne

119. Les prévisions effectuées reposent pour une grande part sur des perspectives qui s'annoncent favorables au niveau du secteur pétrolier en 2018. Or, ces prévisions sont

très volatiles, du moins si l'on se fonde sur les réalisations pétrolières de ces dernières années. Le risque ici est qu'une réalisation en-deçà de l'objectif escompté, conjuguée au probable maintien du prix international du brut à un niveau bas, peut aggraver durablement les déficits des soldes budgétaire et extérieur.

120. D'autres risques internes concernent l'exécution des réformes structurelles et celle des grands projets structurants, qui pourraient être affectées par la réduction des capacités financières de l'Etat. Ceci conduirait à la dégradation du climat des affaires et freinerait en conséquence le potentiel de croissance du pays. Sur le plan social, les difficultés rencontrées par des sociétés, notamment du BTP et services, pourraient aggraver le chômage.

121. Sur le plan budgétaire, les risques résident dans :

- ✓ la chute du prix international du pétrole brut qui affaiblit par effet domino, les performances du secteur hors pétrole ;
- ✓ l'aggravation du déficit budgétaire, par effet de cliquet, les dépenses publiques baissant moins que proportionnellement aux recettes publiques;
- ✓ l'accroissement à un rythme accéléré de la dette publique, sous l'effet conjugué de l'augmentation des emprunts extérieurs, de la diminution du PIB nominal avec la poursuite de la déprime du prix du pétrole brut et de la dépréciation du FCFA vis-à-vis du dollar;
- ✓ l'accumulation de la dette intérieure qui affecterait davantage les perspectives de croissance du secteur hors pétrole.

6.2 A moyen terme

122. Les risques concernent:

- ✓ la faible diversification de l'économie qui l'expose aux chocs exogènes ;
- ✓ l'aggravation du déficit de la balance commerciale, du fait de la chute de la valeur des exportations pétrolières associée à l'augmentation des importations des denrées alimentaires et des biens d'équipement.

ANNEXES

PROJECTION DES DEPENSES PAR SECTEUR (EN FCFA)

N°	INSTITUTIONS ET MINISTERES	PREVISIONS 2018			PREVISIONS 2019			PREVISIONS 2020			PREVISIONS 2021		
		Fonct.	Invest.	Total	Fonct.	Invest.	Total	Fonct.	Invest.	Total	Fonct.	Invest.	Total
	Secteur sociaux	**349 204 962 498**	**93 288 000 000**	**442 492 962 498**	**351 934 706 772**	**96 114 909 091**	**448 049 615 863**	**356 171 346 270**	**95 054 818 182**	**451 226 164 452**	**378 822 686 157**	**96 114 909 091**	**474 937 595 248**
	Education	***209 166 527 096***	***25 035 000 000***	***234 201 527 096***	***210 841 689 353***	***25 793 636 364***	***236 635 325 717***	***213 379 831 263***	***25 509 147 727***	***238 888 978 991***	***226 950 094 940***	***25 793 636 364***	***252 743 731 304***
61	Enseignement primaire, secondaire et alphabétisation	108 628 278 644	14 877 000 000	**123 505 278 644**	109 446 321 411	15 327 818 182	**124 774 139 593**	110 763 851 621	15 158 761 364	**125 922 612 985**	117 808 072 546	15 327 818 182	**133 135 890 728**
68	Enseignement technique, professionnel, formation qualifiante et emploi	38 555 178 882	7 565 000 000	**46 120 178 882**	38 845 524 873	7 794 242 424	**46 639 767 297**	39 313 152 765	7 708 276 515	**47 021 429 280**	41 813 341 493	7 794 242 424	**49 607 583 917**
62	Enseignement supérieur	58 520 470 620	2 220 000 000	**60 740 470 620**	58 961 168 460	2 287 272 727	**61 248 441 187**	59 670 951 298	2 262 045 455	**61 932 996 753**	63 465 829 840	2 287 272 727	**65 753 102 567**
65	Recherche scientifique et innovation technologique	3 462 598 950	373 000 000	**3 835 598 950**	3 588 674 610	384 303 030	**3 972 977 640**	3 631 875 579	380 064 394	**4 011 939 973**	3 862 851 061	384 303 030	**4 247 154 091**
	Santé	***116 542 247 691***	***65 985 000 000***	***182 527 247 691***	***117 419 887 878***	***67 984 545 455***	***185 404 433 333***	***118 833 405 003***	***67 234 715 909***	***186 068 120 912***	***126 390 823 293***	***67 984 545 455***	***194 375 368 747***
71	Santé et Population	106 878 447 805	39 793 000 000	**146 671 447 805**	107 683 313 189	40 998 848 485	**148 682 161 674**	108 979 620 058	40 546 655 303	**149 526 275 361**	115 910 369 655	40 998 848 485	**156 909 218 140**
73	Affaires Sociales et action humanitaire	9 663 799 886	26 192 000 000	**35 855 799 886**	9 736 574 689	26 985 696 970	**36 722 271 659**	9 853 784 945	26 688 060 606	**36 541 845 551**	10 480 453 637	26 985 696 970	**37 466 150 607**
	Développement social et emploi	***2 708 676 093***	***1 232 000 000***	***3 940 676 093***	***2 729 074 215***	***1 269 333 333***	***3 998 407 548***	***2 761 927 194***	***1 255 333 333***	***4 017 260 528***	***2 937 576 786***	***1 269 333 333***	***4 206 910 120***
67	Promotion de la femme et intégration de la femme au développement	2 708 676 093	1 232 000 000	**3 940 676 093**	2 729 074 215	1 269 333 333	**3 998 407 548**	2 761 927 194	1 255 333 333	**4 017 260 528**	2 937 576 786	1 269 333 333	**4 206 910 120**
	Culture, sport et loisirs	***20 787 511 618***	***1 036 000 000***	***21 823 511 618***	***20 944 055 326***	***1 067 393 939***	***22 011 449 265***	***21 196 182 810***	***1 055 621 212***	***22 251 804 022***	***22 544 191 138***	***1 067 393 939***	***23 611 585 077***
64	Sports et éducation physique	13 137 544 375	376 000 000	**13 513 544 375**	13 236 478 771	387 393 939	**13 623 872 711**	13 395 821 364	383 121 212	**13 778 942 576**	14 247 752 060	387 393 939	**14 635 145 999**
63	Culture et arts	2 784 415 741	350 000 000	**3 134 415 741**	2 805 384 233	360 606 061	**3 165 990 293**	2 839 155 843	356 628 788	**3 195 784 631**	3 019 716 926	360 606 061	**3 380 322 986**
69	Jeunesse et éducation Civique	4 865 551 502	310 000 000	**5 175 551 502**	4 902 192 322	319 393 939	**5 221 586 261**	4 961 205 603	315 871 212	**5 277 076 815**	5 276 722 153	319 393 939	**5 596 116 092**
	Production et commerce	**26 130 842 692**	**24 981 000 000**	**51 111 842 692**	**26 327 625 216**	**25 738 000 000**	**52 065 625 216**	**26 644 560 871**	**25 454 125 000**	**52 098 685 871**	**28 339 068 335**	**25 738 000 000**	**54 077 068 335**
	Secteur rural	***14 686 276 622***	***21 529 000 000***	***36 215 276 622***	***14 796 873 996***	***22 181 393 939***	***36 978 267 935***	***14 975 000 846***	***21 936 746 212***	***36 911 747 058***	***15 927 362 224***	***22 181 393 939***	***38 108 756 163***
42	Economie forestière	5 539 697 973	5 062 000 000	**10 601 697 973**	5 581 415 562	5 215 393 939	**10 796 809 501**	5 648 605 427	5 157 871 212	**10 806 476 639**	6 007 838 372	5 215 393 939	**11 223 232 311**
41	Agriculture, élevage et pêche	9 146 578 649	16 467 000 000	**25 613 578 649**	9 215 458 434	16 966 000 000	**26 181 458 434**	9 326 395 419	16 778 875 000	**26 105 270 419**	9 919 523 852	16 966 000 000	**26 885 523 852**
	Autres ministères	***11 444 566 070***	***3 452 000 000***	***14 896 566 070***	***11 530 751 220***	***3 556 606 061***	***15 087 357 281***	***11 669 560 025***	***3 517 378 788***	***15 186 938 813***	***12 411 706 111***	***3 556 606 061***	***15 968 312 171***
66	Tourisme et environnement	2 232 377 588	1 007 000 000	**3 239 377 588**	2 249 188 867	1 037 515 152	**3 286 704 019**	2 276 264 919	1 026 071 970	**3 302 336 889**	2 421 027 969	1 037 515 152	**3 458 543 121**
48	Hydrocarbures	1 758 874 873	374 000 000	**2 132 874 873**	1 772 120 364	385 333 333	**2 157 453 697**	1 793 453 398	381 083 333	**2 174 536 731**	1 907 511 204	385 333 333	**2 292 844 538**
51	Commerce extérieur et consommation	2 999 761 737	1 021 000 000	**4 020 761 737**	3 022 351 926	1 051 939 394	**4 074 291 320**	3 058 735 424	1 040 337 121	**4 099 072 545**	3 253 261 055	1 051 939 394	**4 305 200 448**
54	Petites et moyennes entreprises, artisanat et secteur informel	804 686 341	300 000 000	**1 104 686 341**	810 746 161	309 090 909	**1 119 837 070**	820 506 038	305 681 818	**1 126 187 856**	872 687 554	309 090 909	**1 181 778 464**
46	Mines et Géologie	3 237 602 027	450 000 000	**3 687 602 027**	3 261 983 311	463 636 364	**3 725 619 675**	3 301 251 525	458 522 727	**3 759 774 252**	3 511 200 391	463 636 364	**3 974 836 755**
50	Zones économiques spéciales	411 263 504	300 000 000	**711 263 504**	414 360 590	309 090 909	**723 451 499**	419 348 721	305 681 818	**725 030 539**	446 017 937	309 090 909	**755 108 846**
	Infrastructures	**17 520 691 851**	**111 135 000 000**	**128 655 691 851**	**17 652 634 246**	**114 502 727 273**	**132 155 361 519**	**17 865 139 140**	**113 239 829 545**	**131 104 968 685**	**19 001 303 918**	**114 502 727 273**	**133 504 031 191**
43	Equipement et entretien routier	2 191 276 868	27 467 000 000	**29 658 276 868**	2 207 778 632	28 299 333 333	**30 507 111 965**	2 234 356 181	27 987 208 333	**30 221 564 515**	2 376 453 972	28 299 333 333	**30 675 787 305**
37	Construction, urbanisme et habitat	6 345 680 280	24 040 000 000	**30 385 680 280**	6 393 467 448	24 768 484 848	**31 161 952 297**	6 470 432 909	24 495 303 030	**30 965 735 939**	6 881 931 410	24 768 484 848	**31 650 416 258**
39	Energie et hydraulique	5 525 714 507	45 798 000 000	**51 323 714 507**	5 567 326 791	47 185 818 182	**52 753 144 973**	5 634 347 054	46 665 386 364	**52 299 733 418**	5 992 673 212	47 185 818 182	**53 178 491 394**
49	Postes, télécommunications et économie numérique	812 922 459	7 000 000 000	**7 812 922 459**	819 044 303	7 212 121 212	**8 031 165 515**	828 904 073	7 132 575 758	**7 961 479 831**	881 619 678	7 212 121 212	**8 093 740 890**
44	Transports, aviation civile et marine marchande	2 645 097 737	6 830 000 000	**9 475 097 737**	2 665 017 072	7 036 969 697	**9 701 986 769**	2 697 098 922	6 959 356 061	**9 656 454 983**	2 868 625 647	7 036 969 697	**9 905 595 344**
	Gouvernance administrative et économique	**92 498 319 700**	**27 125 000 000**	**119 623 319 700**	**93 194 893 211**	**27 946 969 697**	**121 141 862 907**	**94 316 786 442**	**27 638 731 061**	**121 955 517 503**	**100 315 027 483**	**27 946 969 697**	**128 261 997 180**
53	Finances et budget	58 311 721 218	1 748 000 000	**60 059 721 218**	58 750 847 037	1 800 969 697	**60 551 816 734**	59 458 097 996	1 781 106 061	**61 239 204 057**	63 239 439 760	1 800 969 697	**65 040 409 457**
76	Economie, industrie et portefeuille public	4 100 301 696	933 000 000	**5 033 301 696**	4 131 179 679	961 272 727	**5 092 452 406**	4 180 911 401	950 670 455	**5 131 581 856**	4 446 803 776	961 272 727	**5 408 076 503**
28	Aménagement, équipement du territoire, des grands travaux	827 825 309	6 251 000 000	**7 078 825 309**	834 059 381	6 440 424 242	**7 274 483 623**	844 099 905	6 369 390 152	**7 213 490 057**	897 781 915	6 440 424 242	**7 338 206 158**
59	Plan, statistique et intégration régionale	5 205 320 292	16 357 000 000	**21 562 320 292**	5 244 519 796	16 852 666 667	**22 097 186 462**	5 307 654 063	16 666 791 667	**21 974 445 729**	5 645 203 609	16 852 666 667	**22 497 870 275**
47	Affaires foncières et domaine public chargé des relation avec le parlement	2 751 004 085	1 500 000 000	**4 251 004 085**	2 771 720 965	1 545 454 545	**4 317 175 510**	2 805 087 332	1 528 409 091	**4 333 496 423**	2 983 481 768	1 545 454 545	**4 528 936 313**
72	Fonction publique, réformes de l'Etat, travail et sécurité s	21 302 147 100	336 000 000	**21 638 147 100**	21 462 566 353	346 181 818	**21 808 748 172**	21 720 935 746	342 363 636	**22 063 299 382**	23 102 316 655	346 181 818	**23 448 498 473**

Suite et fin

N°	INSTITUTIONS ET MINISTERES	PREVISIONS 2018			PREVISIONS 2019			PREVISIONS 2020			PREVISIONS 2021		
		Fonct.	Invest.	Total	Fonct.	Invest.	Total	Fonct.	Invest.	Total	Fonct.	Invest.	Total
	Défense et Sécurité	**202 299 794 089**	**4 965 000 000**	**207 264 794 089**	**203 823 245 306**	**5 115 454 545**	**208 938 699 852**	**206 276 898 200**	**5 059 034 091**	**211 335 932 291**	**219 395 438 422**	**5 115 454 545**	**224 510 892 968**
21	Défense Nationale	157 657 295 412	4 765 000 000	**162 422 295 412**	158 844 559 095	4 909 393 939	**163 753 953 034**	160 756 752 238	4 855 246 212	**165 611 998 450**	170 980 359 140	4 909 393 939	**175 889 753 080**
34	Intérieur et décentralisation	44 575 454 677	200 000 000	**44 775 454 677**	44 911 137 326	206 060 606	**45 117 197 932**	45 451 783 913	203 787 879	**45 655 571 792**	48 342 369 629	206 060 606	**48 548 430 235**
79	Délégué à l'intérieur, de la décentralisation et du développement local chargé de la décentralisation et	67 044 000	-	**67 044 000**	67 548 886	-	**67 548 886**	68 362 049	-	**68 362 049**	72 709 653	-	**72 709 653**
	Souveraineté	**120 752 148 372**	**2 165 000 000**	**122 917 148 372**	**121 661 491 895**	**2 230 606 061**	**123 892 097 955**	**123 126 070 045**	**2 206 003 788**	**125 332 073 833**	**130 956 487 879**	**2 230 606 061**	**133 187 093 939**
13	Présidence de la république	49 655 869 154	-	**49 655 869 154**	50 029 810 683	-	**50 029 810 683**	50 632 076 580	-	**50 632 076 580**	53 852 112 071	-	**53 852 112 071**
14	Primature	2 915 380 644	395 000 000	**3 310 380 644**	2 937 335 388	406 969 697	**3 344 305 085**	2 972 695 445	402 481 061	**3 375 176 505**	3 161 749 212	406 969 697	**3 568 718 909**
12	Sénat	9 800 000 000	-	**9 800 000 000**	9 873 800 480	-	**9 873 800 480**	9 992 662 679	-	**9 992 662 679**	10 628 163 544	-	**10 628 163 544**
12	Assemblée Nationale	17 600 000 000	-	**17 600 000 000**	17 732 539 638	-	**17 732 539 638**	17 946 006 444	-	**17 946 006 444**	19 087 314 120	-	**19 087 314 120**
22	Médiateur de la République	288 000 000	-	**288 000 000**	290 168 830	-	**290 168 830**	293 661 924	-	**293 661 924**	312 337 867	-	**312 337 867**
16	Conseil économique, social et environnemental	900 000 000	-	**900 000 000**	906 777 595	-	**906 777 595**	917 693 511	-	**917 693 511**	976 055 836	-	**976 055 836**
26	Commission nationale de lutte contre la fraude	296 500 000	-	**296 500 000**	298 732 841	-	**298 732 841**	302 329 029	-	**302 329 029**	321 556 173	-	**321 556 173**
27	Observatoire de lutte contre la corruption	235 200 000	-	**235 200 000**	236 971 212	-	**236 971 212**	239 823 904	-	**239 823 904**	255 075 925	-	**255 075 925**
81	Conseil national du dialogue	75 000 000	-	**75 000 000**	75 564 800	-	**75 564 800**	76 474 459	-	**76 474 459**	81 337 986	-	**81 337 986**
82	Conseil consultatif des sages et des notabilités traditionn	75 000 000	-	**75 000 000**	75 564 800	-	**75 564 800**	76 474 459	-	**76 474 459**	81 337 986	-	**81 337 986**
83	Conseil consultatif de la femme	75 000 000	-	**75 000 000**	75 564 800	-	**75 564 800**	76 474 459	-	**76 474 459**	81 337 986	-	**81 337 986**
84	Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap	75 000 000	-	**75 000 000**	75 564 800	-	**75 564 800**	76 474 459	-	**76 474 459**	81 337 986	-	**81 337 986**
85	Conseil consultatif de la jeunesse	75 000 000	-	**75 000 000**	75 564 800	-	**75 564 800**	76 474 459	-	**76 474 459**	81 337 986	-	**81 337 986**
86	Conseil consultatif de la société civile et des organisations non gouvernementales	75 000 000	-	**75 000 000**	75 564 800	-	**75 564 800**	76 474 459	-	**76 474 459**	81 337 986	-	**81 337 986**
33	Communication, médias et porte-parole du gouvernement	9 239 643 186	1 170 000 000	**10 409 643 186**	9 309 223 809	1 205 454 545	**10 514 678 354**	9 421 289 554	1 192 159 091	**10 613 448 645**	10 020 452 946	1 205 454 545	**11 225 907 491**
31	Affaires Etrangères, coopération et congolais de l'étranger	29 371 555 388	600 000 000	**29 971 555 388**	29 592 742 622	618 181 818	**30 210 924 440**	29 948 984 219	611 363 636	**30 560 347 856**	31 853 642 266	618 181 818	**32 471 824 085**
	Gouvernance judiciaire	**24 322 240 798**	**341 000 000**	**24 663 240 798**	**24 505 403 354**	**351 333 333**	**24 856 736 687**	**24 800 402 846**	**347 458 333**	**25 147 861 179**	**26 377 627 853**	**351 333 333**	**26 728 961 187**
32	Justice, droits humains et promotion des peuples autochtones	21 347 907 420	341 000 000	**21 688 907 420**	21 508 671 279	351 333 333	**21 860 004 612**	21 767 595 689	347 458 333	**22 115 054 022**	23 151 944 019	351 333 333	**23 503 277 352**
20	Commission nationale des droits de l'homme	400 000 000	-	**400 000 000**	403 012 264	-	**403 012 264**	407 863 783	-	**407 863 783**	433 802 594	-	**433 802 594**
25	Conseil national de la liberté de communication	618 000 000	-	**618 000 000**	622 653 949	-	**622 653 949**	630 149 544	-	**630 149 544**	670 225 007	-	**670 225 007**
18	Cour suprême	317 933 378	-	**317 933 378**	320 327 627	-	**320 327 627**	324 183 776	-	**324 183 776**	344 800 810	-	**344 800 810**
23	Cour des Comptes et de discipline budgétaire	661 500 000	-	**661 500 000**	666 481 532	-	**666 481 532**	674 504 731	-	**674 504 731**	717 401 039	-	**717 401 039**
15	Cour constitutionnelle	750 000 000	-	**750 000 000**	755 647 996	-	**755 647 996**	764 744 593	-	**764 744 593**	813 379 863	-	**813 379 863**
17	Conseil supérieur de la magistrature	148 500 000	-	**148 500 000**	149 618 303	-	**149 618 303**	151 419 429	-	**151 419 429**	161 049 213	-	**161 049 213**
19	Haute cour de justice	78 400 000	-	**78 400 000**	78 990 404	-	**78 990 404**	79 941 301	-	**79 941 301**	85 025 308	-	**85 025 308**
	TOTAL CREDITS ALLOUES	**832 729 000 000**	**264 000 000 000**	**1 096 729 000 000**	**839 100 000 000**	**272 000 000 000**	**1 111 100 000 000**	**849 201 203 814**	**269 000 000 000**	**1 118 201 203 814**	**903 207 640 048**	**272 000 000 000**	**1 175 207 640 048**

PARTS STRATEGIQUES EN POURCENTAGE DES DEPENSES TOTALES

INSTITUTIONS ET MINISTERES	PREVISIONS 2018			PREVISIONS 2019			PREVISIONS 2020			PREVISIONS 2021		
	Fonct.	Invest.	Total	Fonct.	Invest.	Total	Fonct.	Invest.	Total	Fonct.	Invest.	Total
Secteur sociaux	**41,94%**	**35,34%**	**40,35%**	**41,94%**	**35,34%**	**40,32%**	**41,94%**	**35,34%**	**40,35%**	**41,94%**	**35,34%**	**40,41%**
Education	***25,12%***	***9,48%***	***21,35%***	***25,13%***	***9,48%***	***21,30%***	**25,13%**	**9,48%**	**21,36%**	**25,13%**	**9,48%**	**21,51%**
Enseignement primaire, secondaire et alphabétisation	13,04%	5,64%	11,26%	13,04%	5,64%	11,23%	13,04%	5,64%	11,26%	13,04%	5,64%	11,33%
Enseignement technique, professionnel, formation qualifiante et emploi	4,63%	2,87%	4,21%	4,63%	2,87%	4,20%	4,63%	2,87%	4,21%	4,63%	2,87%	4,22%
Enseignement supérieur	7,03%	0,84%	5,54%	7,03%	0,84%	5,51%	7,03%	0,84%	5,54%	7,03%	0,84%	5,60%
Recherche scientifique et innovation technologique	0,42%	0,14%	0,35%	0,43%	0,14%	0,36%	0,43%	0,14%	0,36%	0,43%	0,14%	0,36%
Santé	***14,00%***	***24,99%***	***16,64%***	***13,99%***	***24,99%***	***16,69%***	**13,99%**	**24,99%**	**16,64%**	**13,99%**	**24,99%**	**16,54%**
Santé et Population	12,83%	15,07%	13,37%	12,83%	15,07%	13,38%	12,83%	15,07%	13,37%	12,83%	15,07%	13,35%
Affaires Sociales et action humanitaire	1,16%	9,92%	3,27%	1,16%	9,92%	3,31%	1,16%	9,92%	3,27%	1,16%	9,92%	3,19%
Développement social et emploi	***0,33%***	***0,47%***	***0,36%***	***0,33%***	***0,47%***	***0,36%***	**0,33%**	**0,47%**	**0,36%**	**0,33%**	**0,47%**	**0,36%**
Promotion de la femme et intégration de la femme au développement	0,33%	0,47%	0,36%	0,33%	0,47%	0,36%	0,33%	0,47%	0,36%	0,33%	0,47%	0,36%
Culture, sport et loisirs	***2,50%***	***0,39%***	***1,99%***	***2,50%***	***0,39%***	***1,98%***	**2,50%**	**0,39%**	**1,99%**	**2,50%**	**0,39%**	**2,01%**
Sports et éducation physique	1,58%	0,14%	1,23%	1,58%	0,14%	1,23%	1,58%	0,14%	1,23%	1,58%	0,14%	1,25%
Culture et arts	0,33%	0,13%	0,29%	0,33%	0,13%	0,28%	0,33%	0,13%	0,29%	0,33%	0,13%	0,29%
Jeunesse et éducation Civique	0,58%	0,12%	0,47%	0,58%	0,12%	0,47%	0,58%	0,12%	0,47%	0,58%	0,12%	0,48%
Production et commerce	**3,14%**	**9,46%**	**4,66%**	**3,14%**	**9,46%**	**4,69%**	**3,14%**	**9,46%**	**4,66%**	**3,14%**	**9,46%**	**4,60%**
Secteur rural	***1,76%***	***8,15%***	***3,30%***	***1,76%***	***8,15%***	***3,33%***	**1,76%**	**8,15%**	**3,30%**	**1,76%**	**8,15%**	**3,24%**
Economie forestière	0,67%	1,92%	0,97%	0,67%	1,92%	0,97%	0,67%	1,92%	0,97%	0,67%	1,92%	0,95%
Agriculture, élevage et pêche	1,10%	6,24%	2,34%	1,10%	6,24%	2,36%	1,10%	6,24%	2,33%	1,10%	6,24%	2,29%
Autres ministères	***1,37%***	***1,31%***	***1,36%***	***1,37%***	***1,31%***	***1,36%***	**1,37%**	**1,31%**	**1,36%**	**1,37%**	**1,31%**	**1,36%**
Tourisme et environnement	0,27%	0,38%	0,30%	0,27%	0,38%	0,30%	0,27%	0,38%	0,30%	0,27%	0,38%	0,29%
Hydrocarbures	0,21%	0,14%	0,19%	0,21%	0,14%	0,19%	0,21%	0,14%	0,19%	0,21%	0,14%	0,20%
Commerce extérieur et consommation	0,36%	0,39%	0,37%	0,36%	0,39%	0,37%	0,36%	0,39%	0,37%	0,36%	0,39%	0,37%
Petites et moyennes entreprises, artisanat et secteur informel	0,10%	0,11%	0,10%	0,10%	0,11%	0,10%	0,10%	0,11%	0,10%	0,10%	0,11%	0,10%
Mines et Géologie	0,39%	0,17%	0,34%	0,39%	0,17%	0,34%	0,39%	0,17%	0,34%	0,39%	0,17%	0,34%
Zones économiques spéciales	0,05%	0,11%	0,06%	0,05%	0,11%	0,07%	0,05%	0,11%	0,06%	0,05%	0,11%	0,06%
Infrastructures	**2,10%**	**42,10%**	**11,73%**	**2,10%**	**42,10%**	**11,89%**	**2,10%**	**42,10%**	**11,72%**	**2,10%**	**42,10%**	**11,36%**
Equipement et entretien routier	0,26%	10,40%	2,70%	0,26%	10,40%	2,75%	0,26%	10,40%	2,70%	0,26%	10,40%	2,61%
Construction, urbanisme et habitat	0,76%	9,11%	2,77%	0,76%	9,11%	2,80%	0,76%	9,11%	2,77%	0,76%	9,11%	2,69%
Energie et hydraulique	0,66%	17,35%	4,68%	0,66%	17,35%	4,75%	0,66%	17,35%	4,68%	0,66%	17,35%	4,53%
Postes, télécommunications et économie numérique	0,10%	2,65%	0,71%	0,10%	2,65%	0,72%	0,10%	2,65%	0,71%	0,10%	2,65%	0,69%
Transports, aviation civile et marine marchande	0,32%	2,59%	0,86%	0,32%	2,59%	0,87%	0,32%	2,59%	0,86%	0,32%	2,59%	0,84%
Gouvernance administrative et économique	**11,11%**	**10,27%**	**10,91%**	**11,11%**	**10,27%**	**10,90%**	**11,11%**	**10,27%**	**10,91%**	**11,11%**	**10,27%**	**10,91%**
Finances et budget	7,00%	0,66%	5,48%	7,00%	0,66%	5,45%	7,00%	0,66%	5,48%	7,00%	0,66%	5,53%
Economie, industrie et portefeuille public	0,49%	0,35%	0,46%	0,49%	0,35%	0,46%	0,49%	0,35%	0,46%	0,49%	0,35%	0,46%
Aménagement, équipement du territoire, des grands travaux	0,10%	2,37%	0,65%	0,10%	2,37%	0,65%	0,10%	2,37%	0,65%	0,10%	2,37%	0,62%
Plan, statistique et intégration régionale	0,63%	6,20%	1,97%	0,63%	6,20%	1,99%	0,63%	6,20%	1,97%	0,63%	6,20%	1,91%
Affaires foncières et domaine public chargé des relation avec le parlement	0,33%	0,57%	0,39%	0,33%	0,57%	0,39%	0,33%	0,57%	0,39%	0,33%	0,57%	0,39%
Fonction publique, réformes de l'Etat, travail et sécurité sociale	2,56%	0,13%	1,97%	2,56%	0,13%	1,96%	2,56%	0,13%	1,97%	2,56%	0,13%	2,00%

Suite et fin

INSTITUTIONS ET MINISTERES	PREVISIONS 2018			PREVISIONS 2019			PREVISIONS 2020			PREVISIONS 2021		
	Fonct.	Invest.	Total	Fonct.	Invest.	Total	Fonct.	Invest.	Total	Fonct.	Invest.	Total
Défense et Sécurité	**24,29%**	**1,88%**	**18,90%**	**24,29%**	**1,88%**	**18,80%**	**24,29%**	**1,88%**	**18,90%**	**24,29%**	**1,88%**	**19,10%**
Défense Nationale	18,93%	1,80%	14,81%	18,93%	1,80%	14,74%	18,93%	1,80%	14,81%	18,93%	1,80%	14,97%
Intérieur et décentralisation	5,35%	0,08%	4,08%	5,35%	0,08%	4,06%	5,35%	0,08%	4,08%	5,35%	0,08%	4,13%
Délégué à l'intérieur, de la décentralisation et du développement local chargé de la décentralisation et du	0,01%	0,00%	0,006%	0,01%	0,00%	0,006%	0,01%	0,00%	0,01%	0,01%	0,00%	0,01%
Souveraineté	**14,50%**	**0,82%**	**11,21%**	**14,50%**	**0,82%**	**11,15%**	**14,50%**	**0,82%**	**11,21%**	**14,50%**	**0,82%**	**11,33%**
Présidence de la république	5,96%	0,00%	4,53%	5,96%	0,00%	4,50%	5,96%	0,00%	4,53%	5,96%	0,00%	4,58%
Primature	0,35%	0,15%	0,30%	0,35%	0,15%	0,30%	0,35%	0,15%	0,30%	0,35%	0,15%	0,30%
Sénat	1,18%	0,00%	0,89%	1,18%	0,00%	0,89%	1,18%	0,00%	0,89%	1,18%	0,00%	0,90%
Assemblée Nationale	2,11%	0,00%	1,60%	2,11%	0,00%	1,60%	2,11%	0,00%	1,60%	2,11%	0,00%	1,62%
Médiateur de la République	0,03%	0,00%	0,03%	0,03%	0,00%	0,03%	0,03%	0,00%	0,03%	0,03%	0,00%	0,03%
Conseil économique, social et environnemental	0,11%	0,00%	0,08%	0,11%	0,00%	0,08%	0,11%	0,00%	0,08%	0,11%	0,00%	0,08%
Commission nationale de lutte contre la fraude	0,04%	0,00%	0,03%	0,04%	0,00%	0,03%	0,04%	0,00%	0,03%	0,04%	0,00%	0,03%
Observatoire de lutte contre la corruption	0,03%	0,00%	0,02%	0,03%	0,00%	0,02%	0,03%	0,00%	0,02%	0,03%	0,00%	0,02%
Conseil national du dialogue	0,01%	0,00%	0,01%	0,01%	0,00%	0,01%	0,01%	0,00%	0,01%	0,01%	0,00%	0,01%
Conseil consultatif des sages et des notabilités traditionnelles	0,01%	0,00%	0,007%	0,01%	0,00%	0,007%	0,01%	0,00%	0,01%	0,01%	0,00%	0,01%
Conseil consultatif de la femme	0,01%	0,00%	0,007%	0,01%	0,00%	0,007%	0,01%	0,00%	0,01%	0,01%	0,00%	0,01%
Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap	0,01%	0,00%	0,007%	0,01%	0,00%	0,007%	0,01%	0,00%	0,01%	0,01%	0,00%	0,01%
Conseil consultatif de la jeunesse	0,01%	0,00%	0,007%	0,01%	0,00%	0,007%	0,01%	0,00%	0,01%	0,01%	0,00%	0,01%
Conseil consultatif de la société civile et des organisations non gouvernementales	0,01%	0,00%	0,007%	0,01%	0,00%	0,007%	0,01%	0,00%	0,01%	0,01%	0,00%	0,01%
Communication, médias et porte-parole du gouvernement	1,11%	0,44%	0,95%	1,11%	0,44%	0,95%	1,11%	0,44%	0,95%	1,11%	0,44%	0,96%
Affaires Etrangères, coopération et congolais de l'étranger	3,53%	0,23%	2,73%	3,53%	0,23%	2,72%	3,53%	0,23%	2,73%	3,53%	0,23%	2,76%
Gouvernance judiciaire	**2,92%**	**0,13%**	**2,25%**	**2,92%**	**0,13%**	**2,24%**	**2,92%**	**0,13%**	**2,25%**	**2,92%**	**0,13%**	**2,27%**
Justice, droits humains et promotion des peuples autochtones	2,56%	0,13%	1,98%	2,56%	0,13%	1,97%	2,56%	0,13%	1,98%	2,56%	0,13%	2,00%
Commission nationale des droits de l'homme	0,05%	0,00%	0,04%	0,05%	0,00%	0,04%	0,05%	0,00%	0,04%	0,05%	0,00%	0,04%
Conseil national de la liberté de communication	0,07%	0,00%	0,06%	0,07%	0,00%	0,06%	0,07%	0,00%	0,06%	0,07%	0,00%	0,06%
Cour suprême	0,04%	0,00%	0,03%	0,04%	0,00%	0,03%	0,04%	0,00%	0,03%	0,04%	0,00%	0,03%
Cour des Comptes et de discipline budgétaire	0,08%	0,00%	0,06%	0,08%	0,00%	0,06%	0,08%	0,00%	0,06%	0,08%	0,00%	0,06%
Cour constitutionnelle	0,09%	0,00%	0,07%	0,09%	0,00%	0,07%	0,09%	0,00%	0,07%	0,09%	0,00%	0,07%
Conseil supérieur de la magistrature	0,02%	0,00%	0,01%	0,02%	0,00%	0,01%	0,02%	0,00%	0,01%	0,02%	0,00%	0,01%
Haute cour de justice	0,01%	0,00%	0,007%	0,01%	0,00%	0,007%	0,01%	0,00%	0,01%	0,01%	0,00%	0,01%
TOTAL CREDITS ALLOUES	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE **2**

LISTE DES TABLEAUX **3**

LISTE DES GRAPHIQUES **3**

INTRODUCTION **4**

CHAPITRE 1 : CONTEXTE POLITIQUE, ECONOMIQUE ET SOCIAL **5**

1.1 CONTEXTE POLITIQUE 5
1.2 CONTEXTE ECONOMIQUE ET SOCIAL 5

CHAPITRE 2 : EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET DE L'ECONOMIE CONGOLAISE DE 2017 A JUIN 2018 ..... **7**

2.1 ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL 7
2.1.1 Croissance *7*
2.1.2 Inflation *7*
2.2 SITUATION DE L'ECONOMIE CONGOLAISE 8
2.2.1 Croissance *8*
2.2.2 Inflation *8*
2.2.3 Secteur extérieur *8*
2.2.4 Monnaie *9*

CHAPITRE 3 : EXECUTION BUDGETAIRE EN 2017 ET A FIN JUIN 2018 ..... **11**

3.1 EXECUTION BUDGETAIRE 2017 11
3.1.1 Réalisation des recettes budgétaires *11*
a. Recettes internes 11
b. Dons 11
3.1.2 Exécution des dépenses budgétaires *12*
a. ***Exécution des dépenses de fonctionnement*** 12
b. ***Exécution des dépenses d'investissement*** 12
3.2 EXECUTION BUDGETAIRE AU 30 JUIN 2018 12
3.2.1 Réalisation des recettes budgétaires *12*
3.2.2 Exécution des dépenses budgétaires *12*
3.2.2.1 Exécution des dépenses du Budget général *14*
a. Exécution des dépenses de fonctionnement 14
b. Exécution des dépenses d'investissement 15
3.2.2.2 Exécution des dépenses des Budgets annexes et des Comptes spéciaux du Trésor *15*
3.3 PERSPECTIVES A FIN DECEMBRE 2018 15
3.3.1 Estimation des recettes budgétaires *15*
3.3.2 Estimation des dépenses budgétaires *16*
a. Estimation des dépenses de fonctionnement 17
b. Estimation des dépenses d'investissement 17
3.3.3 Evolution des soldes *17*
3.3.4 Situation de la dette à fin 2018 ..... *18*
3.3.5 Situation de la trésorerie et perspectives *19*

CHAPITRE 4 : PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES DE 2019 A 2021 ..... **20**

4.1 PRINCIPALES HYPOTHESES AU NIVEAU INTERNATIONAL 20
4.1.1 Croissance économique *20*
4.1.2 Inflation *22*
4.1.3 Les marchés des produits de base *23*
4.2 PRINCIPALES HYPOTHESES AU NIVEAU NATIONAL 24
4.1.4 Croissance économique *24*

4.1.5 Secteur extérieur *25*
4.1.6 Monnaie *26*
4.1.7 Inflation *26*

CHAPITRE 5: LA POLITIQUE BUDGETAIRE A MOYEN TERME **27**

5.1 ORIENTATION BUDGETAIRE POUR LA PERIODE 2019-2021 27
5.2 PRINCIPAUX OBJECTIFS VISES 27
5.3 PROJECTIONS DES RECETTES ET DES DEPENSES BUDGETAIRES POUR LA PERIODE 2019-2021 28
5.3.1 Projection des recettes budgétaires *29*
5.3.2 Projection des dépenses budgétaires *30*
a. Pour les dépenses du Budget général 31
b. Pour les charges des Budgets annexes et des Comptes spéciaux du Trésor 32
5.3.3 Projection des soldes *33*
5.3.4 Projection de la dette publique sur la période 2019-2021 ..... *34*
5.3.5 Evolution du financement sur la période 2019-2021 ..... *35*
5.3.6 Aperçu sur la situation des critères de convergence *36*
5.3.7 Allocations des ressources budgétaires par secteur sur la période 2019-2021 ..... *37*
a. Allocations des ressources budgétaires par secteur sur la période 2019-2021 37
b. Allocations des ressources budgétaires par secteur pour l'année 2019 37

CHAPITRE 6 : FACTEURS DE RISQUE **39**

6.1 A COURT TERME 39
6.1.1 AU NIVEAU INTERNATIONAL 39
6.1.2 AU NIVEAU INTERNE 39
6.2 A MOYEN TERME 40

ANNEXES **41**

TABLE DES MATIERES **46**